8e Année. — N° 126. — Avril 1932. Prix : 3 fr. 50

la Révolution prolétarienne

Revue mensuelle Syndicaliste Révolutionnaire

DANS CE NUMÉRO :

Une lettre de Tom Mooney

« Surtout et par dessus tout, travaillez énergiquement pour amener à nous les grandes masses des ouvriers français : c'est là que résident nos plus grands espoirs. »

L'odyssée du "Buenos-Aires"

par L. NICOLAS

LES ASSURANCES SOCIALES

La Vie d'une Caisse Ouvrière

par L. RECHOU

Pourquoi nous quittons la C.G.T.U.

par Josette et Jean CORNEC

Source gallica.bnf.fr / CODHOS / CEDIAS – Musée social

la Révolution prolétarienne

Revue mensuelle syndicaliste révolutionnaire
(Paraissant le 5)
54, rue du Château-d'eau — PARIS (10e)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGÉRIE, COLONIES
Trois mois.... 10 fr.
Six mois.... 20 fr. Un an..... 40 fr.

EXTÉRIEUR
Trois mois.... 13 fr.
Six mois.... 26 fr. Un an..... 50 fr.

Adresser la correspondance relative à la rédaction à R. LOUZON, quartier du Calvaire, Vence (Alpes-Maritimes).

Adresser la correspondance relative à l'administration à BARAT, 54, rue du Château-d'Eau, Paris (10e).

(Utiliser pour les envois de fonds notre compte de chèques postaux : « Révolution Prolétarienne » 734-99 Paris.)

La Ligue Syndicaliste

La Ligue Syndicaliste se propose :

1° De travailler à la réalisation de l'unité syndicale, à la reconstitution d'une seule C.G.T. et d'une seule Internationale syndicale ;

2° De sortir les deux C.G.T., l'une de l'ornière de la collaboration gouvernementale, l'autre de l'ornière de la collaboration politique, pour les ramener dans la voie de l'indépendance syndicale hors de laquelle l'unité est impossible ;

3° De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser dès maintenant le maximum d'action commune contre le patronat et contre l'Etat ;

4° De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales ;

5° De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

SON FONCTIONNEMENT

La Ligue Syndicaliste groupe des syndiqués des deux C.G.T. et des organisations autonomes. Elle ne peut accepter l'adhésion d'organisations syndicales. Les ressources de la Ligue sont constituées par des cartes annuelles de membre vendues 5 francs et par des timbres vendus 1 franc.

Adresser toutes communications relatives à la **Ligue Syndicaliste,** à son secrétaire : Maurice CHAMBELLAND, 54, rue du Château-d'Eau, Paris-Xe.

SOMMAIRE :

LES FAITS DU MOIS.
Le lyonnais centre de résistance.— La gauche hollandaise quitte le parti socialiste ; l'I.L.P. reste au Labour Party.— Une manœuvre électorale : la « fédération danubienne ».

UNE LETTRE DE TOM MOONEY.

LE MEURTRE ET L'ENTERREMENT DE FRITSCH .... **S. Weil** **P. Busseuil**

LA VIE D'UNE CAISSE OUVRIÈRE ..... **L. Réchou.**

EN PLACE DE L'HUMIDITÉ TROPICALE, L'ÉTOUFFOIR SAHARIEN. ..... **L. Nicolas.**

LES RÉVÉLATIONS D'UN SOUS - PREFET. ..... **J. Ferny.**

PARMI NOS LETTRES.
Critiques et suggestions. — Tout s'explique.— La cause des crises. — Une histoire complète de la crise. — La période mélancolique. — Une nouvelle lettre de R. Francq.

POURQUOI NOUS QUITTONS LA C.G.T.U. ..... **Josette et Jean Cornec**

L'ELECTION PRESIDENTIELLE. ..... **J. F.**

LA FORMULE SCIENTIFIQUE DE LA DIALECTIQUE. ..... **R. Louzon**

LA MARCHE DES CHOMEURS SUR WASHINGTON ..... **G. Hœhn.**

POUR LA RENAISSANCE DU SYNDICALISME.

A TRAVERS LES LIVRES.
Le plan quinquennal. — Les prisonniers politiques dans la République des Soviets. Le socialisme contre l'autorité.

A TRAVERS LES REVUES.
Europe. — L'Etat Moderne.

FAITS ET DOCUMENTS.
La tuerie de chez Ford. — L'organisation Kérillis. — Le manifeste du parti socialiste indépendant hollandais.

LES FAITS DU MOIS

Le Lyonnais centre de résistance.
La grève de Vienne. — L'action du cartel de Lyon.

La région lyonnaise va-t-elle constituer une digue à l'actuelle vague de diminutions des salaires, ainsi que le Havre le fit, il y a dix ans, pour la vague de diminutions qui suivit la crise de 1920 ?

C'est au premier jour de mars que, spontanément, la grève du textile a éclaté à Vienne, à la suite d'une menace de diminution de 10 % sur la prime de vie chère, s'ajoutant à une diminution de même importance déjà effectuée l'an dernier, et à laquelle devait s'ajouter, en outre, une diminution de 4 francs sur le salaire de base des tisseurs. La grève, partie de chez les tisseurs de l'usine Séguin, usine de 300 ouvriers, s'étendit, dans la journée même, à toutes les usines de la ville, soit à près de 10.000 travailleurs. Depuis lors, la grève se poursuit — sans défaillance — malgré les provocations, malgré la garde mobile, malgré l'état de siège.

Mais pourquoi faut-il que cette grève soit — comme le sont maintenant tous les mouvements ouvriers — empoisonnée par la lutte des sectes politiques qui, au lieu de n'avoir qu'une pensée : la victoire du prolétariat, ne songent qu'au profit que leur secte pourra retirer de la lutte.

À deux pas de Vienne, à Lyon, il existe une puissante organisation syndicale, qui est pratiquement la seule organisation de masse de la région : c'est le cartel des syndicats autonomes du Bâtiment lyonnais. Ce cartel était venu offrir son appui moral et financier aux tisseurs en lutte. Appui qui pouvait être décisif pour emporter la victoire.

Oui, mais alors, cette grève sur laquelle les dirigeants communistes avaient dès le début mis la main, n'aurait plus été « leur » grève ; s'il y avait eu victoire, ce n'eut plus été « leur » victoire. Dès lors, que périsse le mouvement ! mais qu'il n'échappe pas à nos mains ! Quatre camarades du Comité de grève, coupables de sympathie pour l'offre du cartel autonome, parmi lesquels le trésorier, qui avait accepté le montant d'une première liste de souscription apportée par le cartel (1), *furent exclus, pour ce crime, du Comité de grève !*

Tout l'effort des dirigeants de la C.G.T.U., en réunions publiques, dans leurs journaux, etc... se porte d'ailleurs, non contre le patronat, mais contre — ce qui les intéresse beaucoup plus — la municipalité socialiste de Vienne ! Ce à quoi les socialistes ripostent en s'étonnant publiquement de « l'attitude de la force publique qui ménage et tolère Monmousseau, Richetta et Claveri » ! (1) (Populaire *du* 12 *avril*), *et le* Peuple, *organe syndical* (!), *enregistre la fermeture de la Bourse du Travail et son occupation par la force armée*, sans un mot de protestation ! (Peuple *du* 13 *avril*).

Cette grève constitue un exemple parfait — si l'on peut dire — de l'état actuel du mouvement ouvrier dans notre malheureux pays. D'une part, des travailleurs énergiques et résolus, mais dont l'énergie et la résolution sont sabotées, comme à plaisir, par la lutte d'influence à laquelle se livrent, sur leur dos et dans leur sein, les différents partis qui se disputent l'honneur de faire leur bonheur ! Lutte de sectes qui empêchent l'unité de classe de se réaliser, et d'emporter, par la puissance de sa masse, la résistance patronale. La classe ouvrière ne retrouvera sa puissance que lorsqu'elle aura retrouvé son unité ; elle ne retrouvera son unité qu'en reconquérant son indépendance, qu'en se décidant à faire elle-même ses propres affaires.

***

Nous venons de parler du cartel du bâtiment de Lyon. Celui-ci est appelé à entrer très prochainement, lui aussi, sans doute, dans une grande bataille pour les salaires.

Le bâtiment lyonnais n'a subi, depuis le commencement de la crise, aucune diminution. *C'est une des très rares corporations, peut-être la seule, qui soit dans ce cas. Non seulement en droit, mais en fait, aucun ouvrier du bâtiment à Lyon n'a eu encore son salaire diminué. Le contrat collectif qui liait les organisations patronales au Cartel est toujours en vigueur, et* il a été respecté. *A vrai dire, ce ne fut pas sans mal. Plusieurs chantiers importants tentèrent, ces derniers temps, d'opérer subrepticement des diminutions, mais une action vigoureuse et immédiate du cartel les mit rapidement à la raison. C'est ainsi qu'au cours de ces dernières semaines, les entreprises Wegmo, Laurent-Bouillet, Bonato, Pitance, Nauche durent, en quelques jours, capituler.*

Mais le contrat collectif a été dénoncé par la

(1) Le cartel autonome n'en continue pas moins, naturellement, ses souscriptions pour les grévistes de Vienne. On peut lui envoyer son obole à l'adresse suivante: l'*Effort*, 46, rue de l'Université, Lyon.

(1) Ce qui laisse prévoir que quand Léon Blum sera au pouvoir, il ne « tolèrera » pas davantage les syndicats non inféodés à son parti, que ne les tolère, en Espagne, son ami Largo Caballero.

Chambre syndicale patronale, pour le 8 mai prochain. Le Cartel a annoncé qu'il ne consentirait aucune diminution. Si les patrons restent sur leurs positions, ce sera donc la bataille : une grande bataille. Malgré l'existence d'autres syndicats dans le bâtiment lyonnais (syndicat de la C.G.T. S.R., syndicat unitaire), la force prépondérante du cartel autonome permet d'espérer que le front de classe ne sera pas rompu.

La gauche hollandaise quitte le parti socialiste ; l'I.L.P. reste au Labour Party

Pâques est l'époque des Congrès. Ces dernières Pâques ont vu se passer deux congrès importants.

Le congrès du parti social-démocrate hollandais ayant, par une importante majorité, approuvé la décision de la direction d'interdire à la gauche d'éditer son journal et de tenir ses réunions, celle-ci a quitté le parti et a lancé un appel (dont on trouvera la traduction aux Faits et Documents) *pour la constitution d'un nouveau parti : le parti socialiste indépendant de Hollande. Celui-ci, qui possède déjà son journal, l'ancien organe de la gauche,* le Flambeau, *a procédé à l'élection de son bureau, dont Fimmen est le présiednt, et il est en train d'organiser ses sections locales.*

En même temps, le parti travailliste indépendant d'Angleterre (Independant Labour Party), décidait, en son congrès de Blackpool, par 183 *voix contre* 144, *de rester au sein du Labour Party, sous la réserve que des négociations seraient engagées avec la direction de celui-ci pour que les membres de l'Independant Labour Party puissent être candidats et députés officiels du Labour Party, sans être tenus de voter, en tous les cas, comme l'exigeraient les chefs du groupe parlementaire travailliste. Sous le ministère travailliste de Mac Donald, plusieurs députés de l'I.L.P. s'étaient en effet refusés à voter des mesures proposées par le ministère travailliste, qui étaient manifestement contraires au programme du Labour Party lui-même, et aux intérêts de la classe ouvrière.*

Nous espérons que le départ du Labour Party de l'I.L.P. sera ainsi définitivement écarté, car, on ne saurait trop le répéter, il n'y a pas d'assimilation possible, malgré leur adhésion à une même Internationale, entre les partis travaillistes, tels que le parti anglais, et les partis social-démocrates du type allemand. Ces derniers sont des partis, *des machines politiques ayant pour objet de « conduire » le prolétariat, c'est-à-dire, en fait, de le dominer ; la plus stricte discipline, la discipline des sectes, y est de rigueur. Les partis travaillistes, au contraire, n'ont guère du « parti » que le nom. Ils sont, en réalité, la classe ouvrière elle-même, l'ensemble des organisations de la classe ouvrière, au premier rang desquelles les syndicats. Ils n'exigent de leurs membres aucun credo ; leur base, comme il convient à une organisation qui doit comprendre toute la classe, est très large, très fédéraliste ; leurs adhérents, individus ou organisations, y jouissent du maximum de liberté et d'autonomie. Autant donc on comprend qu'on se sépare des premiers, autant, par contre, il faut, à tout prix, rester dans les seconds.*

Une manœuvre électorale : la "fédération danubienne"

La presse française a fait grand bruit, le mois dernier, du mirifique projet sorti tout armé, un beau matin, du cerveau génial de Tardieu-Ngoko, celui d'une fédération économique des pays du Danube : Autriche, Hongrie, Roumanie, Yougoslavie, Tchécoslovaquie. Ngoko fit, à cette occasion, un voyage spécial à Londres, puis, les ministres des quatre « grandes puissances » se dérangèrent tout exprès pour se réunir en une conférence qui décida... qu'on ne déciderait rien.

Echec pour Tardieu ? — Non pas ! Car, à moins qu'il ne soit le dernier des imbéciles, Tardieu ne pouvait pas ne pas savoir que son projet n'avait aucune chance d'aboutir. La malice était trop cousue de fil blanc.

Ce projet consistait en effet en ceci : réserver à Schneider (du Creusot) tout le marché métallurgique des pays danubiens. Non pas certes, à M. Schneider nommément désigné, mais à l' « industrie tchécoslovaque ». Seulement, comme l' « industrie tchécoslovaque », en ce qui concerne tout au moins l'industrie lourde, c'est, à peu près exclusivement, les Etablissements Skoda et leurs filiales, et que les Etablissements Skoda sont la propriété de Schneider, le plan éminemment « désintéressé » que présentait notre « ministre des Affaires » revenait à exclure l'Allemagne, l'Angleterre et les autres grands pays industriels de ce marché de quelques 40 *millions d'habitants que constituent les plaines du Danube, pour en faire une chasse réservée à M. Schneider, baptisé tchèque pour l'occasion.*

Aussi, pour jeter à bas le projet, l'Allemagne n'eut-elle qu'un mot à dire : elle demanda à ce que la Tchécoslovaquie ne soit pas comprise dans la Fédération, car, disait-elle fort justement, si, comme vous le prétendez, votre plan est un plan de « sauvetage », il n'y a aucune raison d'y inclure la Tchécoslovaquie, l'un des pays d'Europe les plus prospères actuellement, beaucoup plus prospère notamment que l'Allemagne ; et si c'est parce que la Tchécoslovaquie est un pays « danubien », du fait qu'elle touche, juste en un point, au Danube, il faut faire entrer également dans la Fédération l'Allemagne, sur le territoire de laquelle le Danube coule durant 400 *kilomètres !*

Mais de tout cela Tardieu se fichait ! La seule chose qu'il voulait en effet c'était se livrer à une

manœuvre de grande envergure pour sa campagne électorale. Pouvoir dire : j'ai offert un plan de restauration de l'Europe centrale, dans lequel la « France », pour elle, ne demandait rien, mais ces méchants allemands n'ont pas voulu ! L' « intransigeance allemande » était le thème qu'il lui fallait pour battre le rappel en faveur du nouveau Bloc National : il l'a eu.

UNE LETTRE DE TOM MOONEY

A la suite de l'article de Magdeleine Paz publié dans notre numéro de février, Tom Mooney a aderssé à celle-ci l'émouvante lettre suivante:

Prison d'Etat de Californie,
San Quentin, Californie,
28 Mars 1932.

Ma chère camarade Magdeleine Paz,

J'ai devant moi une copie de votre belle lettre du 4 mars à mon Comité de Défense, ainsi qu'un exemplaire de « Monde » et de la « Révolution Prolétarienne », contenant votre article sur mon affaire, et, pour l'aide émouvante que vous m'apportez, je vous tends mes mains en toute amitié, chère camarade, à travers l'Océan.

Mon Comité de Défense m'a envoyé une copie de votre lettre, et c'est Upton Sinclair qui m'envoie les deux publications dans lesquelles votre article a paru. Je suis navré de ne pas pouvoir lire le français, mais je vais me faire traduire votre article en anglais; nous allons en faire un usage très vaste dans ce pays. Bien des fois, je me suis désolé et j'ai déploré que cette affaire ne fut pas présentée d'une façon large à la classe ouvrière française. Maintenant, j'espère fermement que votre initiative portera loin, et qu'elle réussira à susciter un mouvement de grande envergure parmi les ouvriers français...

Surtout, et par dessus tout, travaillez énergiquement pour amener à nous les grandes masses des ouvriers français : c'est là que résident nos plus grands espoirs.

A toutes les époques de l'histoire, quelques individus ou quelque groupes d'individus arrivent, par un accident du hasard, à symboliser les luttes de cette époque particulière : Dreyfus, symbolisa vers 1890 l'antisémitisme au sein de l'armée française; Sacco et Vanzetti ont symbolisé en 1920 la haine et les persécutions qui entouraient les révolutionnaires d'origine étrangère; Mooney et Billings ont symbolisé en 1916 la lutte entre le Capital et le Travail, de même que les neuf jeunes nègres de Scoottsboro, Alabama, symbolisent aujourd'hui le cruel traitement infligé aux nègres par les blancs, surtout dans les Etats du Sud des Etats-Unis.

Remerciez vivement, voulez-vous, les camarades du journal «Monde» et de la «Révolution Porlétarienne» pour la façon très frappante dont ils ont présenté votre article dans leurs colonnes. Aux militants ouvriers français, j'envoie mon salut le plus fraternel et tous mes sentiments de solidarité prolétarienne; transmettez aussi au camarade Maurice Paz, mes pensées personnelles les plus affectueuses. Votre lettre et vos articles m'ont rendu très heureux, ils vont frapper un coup puissant en faveur de notre libération, je vous tiens pour un de mes meilleurs champions. Avec mon appréciation la plus cordiale et la plus fraternelle pour votre aide généreuse, je suis, votre très reconnaissant,

Tom MOONEY,
31921.

LE FLIC ROI

L'assassinat et l'enterrement DE FRITSCH

Si la démonstration était encore à faire que dans la région parisiennen le flic est roi, l'assassinat du chômeur Fritsch par l'agent Coulon, la ferait surabondamment, surtout du fait qu'il n'est pas du tout question de poursuivre l'assassin.

Rappelons les faits:

Le 17 mars dernier, dans un chantier du bâtiment à Vitry, où l'on fait des heures supplémentaires, des chômeurs vont protester.

Surviennent deux agents. Ils intiment aux manifestants l'ordre de s'en aller et, trouvant sans doute que ça ne va pas assez vite, ils se mettent à jouer du nerf de bœuf.

Fritsch, ouvrier ébéniste, assassiné par la police.

Qu'est-ce qu'il advint ?

La « Liberté » dit qu'à ce moment, des morceaux de briques furent lancés sur les agents des étages de l'immeuble en construction et que les flics, exaspérés, se servirent alors de leurs revolvers.

« L'Humanité » dit que les briques ne tombèrent qu'après que les agents se furent servis de leurs armes.

Toujours est-il qu'un vieil ébéniste du Faubourg Antoine, le chômeur Fritsch, fut mortellement blessé d'une balle dans la tête, tirée par derrière ; il expirait le lendemain. Le jeune ouvrier Pallaric avait la cuisse traversée.

En même temps un renfort de flics arrivait, procédant à des arrestations dont deux furent maintenues.

Le « Petit Parisien » se réjouira de l'attitude des flics contre les chômeurs qu'il qualifiera de « tourbe », pendant que le « Peuple » se contentera de publier le communiqué de la police, déclarant que **« le gardien Coulon et le brigadier Lesage... furent « reçus à coups de briques — l'offensive aurait été « provoquée par l'orateur. Atteints l'un et l'autre à « la cuisse, ils firent usage de leurs revolvers. »**

COMMENT PARIS A RÉAGI

Comment le Paris ouvrier a-t-il réagi contre cet assassinat ?

Peu de chose du côté de la C.G.T. : une protestation modérée de la C.A., un ordre du jour plus énergique des cimentiers.

Du côté de la C.G.T.U. et du P.C., meeting à Vitry, campagne de presse dans « l'Humanité », appels aux travailleurs, ordre de grève de 24 heures aux ouvriers du bâtiment et du bois à l'occasion des obsèques de Fritsch.

Celles-ci, qui eurent lieu le 24 mars, donnèrent lieu à une manifestation imposante.

Plus de 20.000 ouvriers et ouvrières, drapeaux rouges largement déployés, portant des pancartes réclamant du travail ou du pain, tinrent la rue pendant trois heures, en chantant « l'Internationale » et d'autres hymnes révolutionnaires.

Les cris de : « les Soviets à Paris », « Amnistie », « Gouvernement assassin » et surtout : « Policiers assassins » retentirent tout le long du parcours.

La flicaille, massée sur les bords de la Seine ou dans des rues adjacentes, n'intervint pas.

C'est que « les agents, même ceux de la circulation, ont reçu l'ordre de s'écarter dès que le cortège apparaitrait ». (« Liberté » du 25 mars).

Le gouvernement ne paraissait en effet pas très fier de l'exploit de son agent. Sa trouille se traduisit dans ces quelques lignes de l'organe policier par excellence (« Liberté », 23 mars) :

> La mort du chômeur Fritsch a produit dans les milieux ouvriers une profonde et pénible sensation.
>
> La sensibilité populaire, en dehors de toute considération politique, a été secouée par cet événement, à tous points de vue déplorable, et l'émotion — jointe, il faut bien le dire, à la colère — bouleverse la population laborieuse de la banlieue. En cette zone de Vitry, qui est l'une des plus tristes et des plus lépreuses de la ceinture ouvrière de Paris, avec ses petites rues tortueuses, ses maisons basses, tristes et crasseuses, une douleur qui a quelque chose de sombre et de menaçant se lit aux visages des hommes et des femmes.
>
> Il ne faut pas jouer avec la douleur du peuple.
>
> « Le chômage n'est pas un crime », entend-on répéter partout.
>
> Et beaucoup ajoutent:
>
> « Le droit au travail serait-il remplacé par le droit à la balle de revolver ? »

Mais si, à l'aller, on ne rencontra pas de flics, au retour on en vit partout, à pied, à cheval, en camions ; arrogants, provoquants. Du cimetière à la place d'Italie, de la police, de la police, encore de la police ; police à pied, à bicyclette, à cheval, garde mobile. Le fleuve humain qui avait envahi le cimetière s'écoula entre ces deux murailles de police ; mais nous marchions cette fois dispersés, par petits groupes, conformément d'ailleurs à l'ordre des dirigeants unitaires. Ce retour avait un tel air de défaite que « l'Humanité », le lendemain, tenta d'y remédier, comme d'habitude par des mensonges. Elle affirma qu'on avait chanté « l'Internationale ». C'est faux. Entre ces deux rangées de police prête à se jeter sur nous à la moindre provocation, nous sommes passés en silence, sans qu'un chant, sans qu'un cri se soient élevés pour la flétrir. Nous nous sommes ensuite laissés disperser sans résistance par les barrages de police établis avant la place d'Italie. Nous étions allés au cimetière avec des chants et des cris, en vengeurs, bien à tort, puisque nous avons dû revenir en vaincus.

Chiappe cependant dut encaisser un cinglant **« assassin »** que la veuve de Fritsch lui lança en pleine gueule au moment où, à la sortie du cimetière, il eut le front de lui tendre la main.

L'ATTITUDE DES ORGANISATIONS

J'ai dit : du côté fonctionnaires de la C.G.T., à peu près rien. Par contre, de nombreux bâtimenteux confédérés ont déserté les chantiers.

L'ordre de grève générale de 24 heures de la C.G.T.U. n'a pas été suivi, sinon dans le bois au moins dans le bâtiment qui est pourtant une corporation comprenant beaucoup de syndiqués unitaires.

Dans d'importants chantiers, surtout sur les travaux du Métro où les unitaires sont cependant en majorité, le travail n'a pas arrêté.

Faut-il en conclure qu'à part quelques cas isolés ce sont surtout les chômeurs qui ont manifesté derrière le cercueil de Fritsch ?

C'est ce que nous croyons.

Les fonctionnaires du P.C. ne se sont intéressés à la mort de Fritsch que dans la mesure où l'agitation pouvait servir les intérêts de leur parti.

Quant à l'indifférence des fonctionnaires de la C.G.T. elle s'explique par le peu de cas qu'ils font de tout ce qui touche à la vraie lutte des classes.

Mais comment expliquer la non intervention de bien des ouvriers confédérés de la base qui, à l'occasion savent faire preuve d'un certain esprit de combat, comme les terrassiers, par exemple ? Par le fait qu'ils ne veulent pas faire le jeu du P.C. ? sans doute.

Seuls les chômeurs ont été touchés douloureusement par l'assassinat de leur compagnon de misère.

Et les cris de « policiers assassins » traduisaient bien leur colère et leur haine, mais aussi leur impuissance.

Ne sont-ils pas les prisonniers de l'agitation systématique des uns et de l'indifférence criminelle des autres ?

Pouvoir manifester dans la rue avec la permission de la police, c'est un jeu de dupes.

Or, la « Liberté » l'a bien dit : « les agents, même ceux de la circulation, ont reçu l'ordre de s'écarter dès que le cortège apparaîtrait. »

La vérité, c'est que le gouvernement avait craint que la mort de Fritsch non seulement provoque la colère des chômeurs, mais aussi touche la sensibilité de toute la classe ouvrière, et bouscule même l'apathie des fonctionnaires syndicaux. Il avait craint que toute la classe ouvrière ne se dresse, d'un élan unanime pour clamer son indignation à la flicaille et à ses maîtres.

Mais, une fois de plus, les bourgeois en auront été quittes pour la peur.

En attendant, les ouvriers Levis et Primard, arrêtés le 17 mars à Vitry, sont condamnés respectivement à 3 mois et 1 mois de prison pour injures à agents !

Ohé ! les syndicalistes révolutionnaires des deux centrales ouvrières, n'avez-vous rien à dire pour les mesures à prendre contre le flic roi ?

P. BUSSEUIL. S. WEIL.

LES ASSURANCES SOCIALES

La vie d'une caisse ouvrière

« LE TRAVAIL » DE LA SOMME

En 1930, les travailleurs pouvaient choisir. Jusqu'au mois de juillet 1930 (date de la mise en application de la loi), ils avaient le choix entre trois positions : refuser la loi des Assurances Sociales, l'accepter ou s'en désintéresser.

Ils pouvaient s'opposer à la loi, non par des discours, démagogiques et sans efficacité, mais par des actes : en résistant à toute mesure d'application de la loi. En fait, l'opposition tentée par quelques-uns, n'a servi qu'à renforcer l'action dirigée contre la loi par ceux qui sont les adversaires habituels de toute amélioration du sort de la classe ouvrière.

La presque totalité des travailleurs syndiqués a, au contraire, accepté la loi. Malheureusement les ouvriers organisés ne représentent qu'une minorité, ce qui a été la cause des mutilations qui ont été apportées à la loi primitive.

Quant aux inorganisés, ils sont, dans leur grande majorité, restés neutres. Ils ont subi la loi. Ils n'eurent pas, à son égard, cette neutralité compréhensive qui consiste à vouloir se rendre compte, avant de se décider. Non ! les ouvriers ont été des neutres passifs, sans aucune réaction, ni pour, ni contre ! Ils ont subi, en rechignant, les retenues sur leurs maigres salaires, mais sans se demander quels étaient, en revanche, leurs droits, et à quelles caisses il leur était préférable de s'affilier. Ce n'est que lorsqu'ils tombaient malades, qu'ils se dépêchaient de prendre des renseignements, acceptant tout sans chercher à se rendre compte, mais n'en grognant pas moins contre les Caisses qu'ils accusaient toujours de ne pas leur verser leur dû. Ceux-là continuent à former le gros des lecteurs de cette « grande presse » où les critiques de la loi des Assurances Sociales figurent toujours en première place.

Comme ennemis, les Assurances Sociales eurent ceux qui avaient déjà combattu les huit heures et qui, aujourd'hui, combattent les vacances payées. Ce sont toujours les mêmes ; ce sont les adversaires déclarés de la classe ouvrière : Comité des Forges, syndicats patronaux, chambres de commerce, la presque totalité des sociétés de secours mutuels, le tout arrosé et guidé par un patronat de combat. Tous ceux-là étaient, avant son application, les ennemis acharnés de la loi, « loi de désordre, de gaspillage, de spoliation, de pauvreté, d'hypocrisie, de guerre civile et de lâcheté », comme la qualifiait un de leurs organes, « Réussir », en 1930. Aujourd'hui que la loi est entrée en application, ce sont les mêmes qui cherchent à s'emparer par tous les moyens de la direction des Caisses.

LES CAISSES OUVRIERES

On sait quel est le mécanisme de la loi. Après avoir perçu les cotisations patronales et ouvrières, l'Etat en remet la part qui doit servir à payer les indemnités de maladie, d'accouchement et de décès à des « caisses primaires », qui ont à assurer la gestion de ces fonds, et à payer aux assurés les sommes auxquelles ils ont droit.

Ces caisses peuvent être de différentes sortes : il y a des caisses d'Etat, des caisses patronales, des caisses de sociétés de secours mutuels, et enfin, des **caisses constituées par les assurés eux-mêmes.** Ces dernières, seules, peuvent être administrées par un Conseil d'Administration **où ne figure aucun patron.**

On voit par là l'intérêt qu'il y a pour la classe ouvrière à ce que la plus grande partie des travailleurs appartiennent à cette dernière catégorie de caisses. Ce n'est qu'en adhérant aux caisses formées par les assurés eux-mêmes, que la classe ouvrière peut garder la gestion et l'administration des sommes prélevées sur son salaire par l'assurance.

Or, l'assuré a le choix de la caisse. Il a le droit de décider à quelle caisse il entend appartenir. Dans le cas où il ne fait pas connaître son choix, il est versé d'office à la Caisse d'Etat, dite « Caisse départementale ».

Malgré et contre tous !

Aussi une forte propagande fut-elle faite par le patronat pour empêcher l'adhésion aux caisses ouvrières, caisses que, dans son mépris de la classe ouvrière, il considérait comme une utopie, comme incapables de fonctionner.

Tout en entretenant la campagne contre la loi, les employeurs organisaient leurs caisses primaires ; des mutuelles d'usines se formaient, auxquelles on signait son bulletin d'adhésion au bureau même de l'usine. Parallèlement, les sociétés catholiques patronales agissaient de même. Dans une importante usine de Picardie, le curé distribua, le matin, des bulletins d'adhésion dans toute l'usine, et repassa l'après-midi pour ramasser les bulletins signés. Combien peu d'ouvriers peuvent résister à de telles pressions !

Tous ces actes de pression, illégaux, ont été signalés aux services officiels, mais aucune sanction, jusqu'à ce jour, n'est intervenue.

Par contre, toutes les tracasseries que peut faire l'Administration ont été réservées aux caisses ouvrières. Si le moindre détail manquait sur un bulletin d'adhésion à une caisse ouvrière, ce bulletin

— pourtant librement signé — était déclaré nul, et l'assuré versé d'office dans une autre caisse.

C'est contre de tels obstacles que les militants eurent à lutter pour constituer, malgré tout, coûte que coûte, leurs caisses ouvrières, et les faire vivre.

Ils y ont réussi. Les travailleurs ont de plus en plus confiance dans les caisses ouvrières, parce qu'ils ont constaté que, seules, elles défendaient, sans faiblesse, leurs intérêts. L'expérience est faite ; il n'y a plus à se demander si les Caisses ouvrières vivront. Elles vivent et vivent bien.

C'est l'histoire de l'une d'elles, celle de la Somme, que nous voudrions narrer avec quelques détails.

« LE TRAVAIL » DE LA SOMME

Dans la Somme, dès 1927, l'Union départementale confédérée s'était préoccupée de la question des assurances sociales.

En juin 1928, un congrès spécial eut lieu sur cette question, et la constitution d'un organisme de propagande fut décidée. Des articles furent faits dans la presse locale, et une assemblée qui groupait les représentants de toutes les organisations d'avant-garde du département fondait, en février 1929, l' « Union des Travailleurs assurés de la Somme ». Dans cet organisme, une seule défection injustifiable, est à signaler : c'est celle de l' « Union », la coopérative de consommation d'Amiens, qui a pourtant été fondée autrefois par les syndicats ouvriers, mais qui n'est plus maintenant sous le contrôle syndical.

400 réunions, des centaines d'affiches, 15.000 adhérents

A partir d'août 1929, la propagande fut menée très activement : des centaines d'affiches, 50.000 tracts, 223 réunions publiques remuèrent tout le département. Au 5 janvier 1930, six mois avant la date de l'entrée en application de la loi, la caisse ouvrière avait déjà 11.000 adhérents. Mais, comme la création de celle-ci gênait les adversaires de la loi, elle se heurta naturellement à toutes les difficultés administratives. Pour vice de forme, le service départemental n'hésita pas à refuser 3.000 bulletins d'adhésion, pourtant dûment remplis et signés, mais, lorsqu'en mai-juin de la même année, la propagande reprit, en vue du changement de caisses que les assurés pouvaient effectuer pour le 1er juillet, la presque totalité des 3.000 adhésions refusées par le service départemental fut récupérée.

Aujourd'hui la caisse ouvrière groupe près de 15.000 assurés. Elle arrive au troisième rang, après la caisse « départementale », et celle de la Fédération des sociétés de secours mutuels, toutes deux gérées, en fait, par les patrons, mais avant la caisse confessionnelle et plusieurs autres caisses spéciales à certaines professions, qui se classent même bien loin derrière elle.

Une remarque. La propagande a touché toutes les corporations : métallurgie, textile, commerce, confection, agriculture. Dans les 400 réunions qui ont été jusqu'à ce jour données, il n'y a presque pas eu de contradiction, si ce n'est par quelques éléments, rattachés par des liens matériels au parti communiste, qui ont parfois essayé de discréditer la caisse ouvrière. Mais ce n'est que dans les corporations où les salaires sont les moins bas que la caisse a largement recruté : métallurgie, confection, commerce ; là au contraire où un patronat de combat n'alloue que de très faibles salaires, plus ou moins complétés par un système d'économats, de logements à bon marché, et d'indemnités familiales, les adhésions furent peu nombreuses : c'est le cas du textile, de la teinture, de la chaussure, des travailleurs agricoles.

L'effort de propagande ne cesse d'ailleurs pas de se poursuivre. Dans tous les centres ouvriers la Caisse a affiché son premier bilan annuel, et une vigoureuse protestation de l'Union départementale des syndicats contre l'abus de pouvoir du ministre du travail limitant les sommes à verser aux malades, a été également affiché. Dans les mois de mai et juin prochains, une nouvelle campagne de propagande aura lieu, en vue des changements de caisse au 1er juillet 1932.

Une caisse ouvrière gérée par des ouvriers

Ces temps derniers, les 84 sections locales qui constituent l'ensemble de la caisse, ont tenu leurs assemblées générales avec un grand succès : le nombre des assistants dépassa le 50 % des adhérents.

Ces assemblées générales désignent elles-mêmes 1° le bureau de la section ; 2° les contrôleurs de sections, qui sont chargés de visiter les malades, s'assurer de leur état et signaler, le cas échéant, les abus ; 3° leur délégué à l'assemblée générale de toute la caisse. C'est cette dernière qui nomme le Conseil d'administration, si bien que celui-ci est bien l'émanation directe des assurés eux-mêmes.

Ce Conseil d'administration se compose de 18 membres : 16 assurés, qui appartiennent à toutes les opinions et à toutes les corporations, et deux représentants du corps médical : un médecin et un pharmacien.

En outre, l'assemblée générale nomme un « Conseil technique », composé d'un avocat, de propagandistes, et d'une façon générale, de camarades s'intéressant particulièrement à la question des assurances sociales. Les membres de ce conseil assistent aux réunions du Conseil d'administration, mais n'y ont pas le droit de vote.

Les différentes organisations qui adhèrent à l' « Union des Travailleurs », n'interviennent absolument pas dans la gestion de la caisse, qui est exclusivement entre les mains de son conseil d'administration. Tous les membres du Conseil d'administration, naturellement, sont syndiqués et militants syndicalistes, néanmoins l'Union départementale des syndicats doit respecter intégralement l'autonomie de la caisse. Un rapport sur la vie de la caisse est simplement fait par son directeur au congrès de l'Union départementale. Cette situation doit être unique en France. Elle s'impose par le fait notamment que l'intervention d'éléments syndiqués, mais non assujettis aux assurances sociales, tels que les fonctionnaires, les mineurs, les cheminots, pourrait amener des difficultés. Il en serait de même si la coopération occupait une part prépondérante dans la gestion des caisses ouvrières.

Ceci est à comparer avec la pratique patronale. La loi prévoyait que toutes les caisses devraient

avoir un conseil régulièrement élu dans les trois mois de la mise en application des assurances, mais un décret du 17 septembre 1931 a dû proroger les pouvoirs de tous les conseils provisoires jusqu'au 31 décembre 1931, soit dix-huit mois après l'entrée en application de la loi ! Dans les caisses patronales et mutuelles, aucune assemblée générale des assurés n'a eu lieu, aucune possibilité n'a été donnée à ceux-ci de s'exprimer, aucun compte-rendu moral et financier n'a été fourni, rien ! Les fonds continuent à y être gérés, sans contrôle, par les officiels des mutuelles et les patrons. C'est la méthode patronale : les secrétaires de sections obéissent aveuglément, et, quant aux assurés, ils ignorent tout de leurs droits, et ne savent même pas qu'ils doivent être représentés au sein du Conseil d'administration. En fait, les seules caisses qui se soient conformées aux dispositions légales sont, ô ironie ! les caisses ouvrières !

La force des caisses ouvrières réside dans le maintien rigoureux de cette position : des caisses administrées par des ouvriers assurés, sous le seul contrôle des ouvriers assurés adhérents.

Organisation technique de la caisse La rapidité de ses paiements

Le Conseil d'administration désigne un directeur qui a la responsabilité du personnel. Pour celui-ci un accord a été passé avec le syndicat des employés, selon lequel tous les employés de la caisse sont payés au tarif syndical, ont la semaine anglaise et des vacances payées. Actuellement, six employés permanents (dont le directeur) assurent tout le travail administratif nécessaire pour 15.000 assurés ; en outre,deux contrôleurs volants sont chargés de vérifier les faits signalés par les contrôleurs de section.

Lorsqu'un assuré se trouve dans un cas où il a droit au paiement de l'assurance (maladie, accouchement, etc.), lui-même, ou bien le secrétaire de la section, transmet son dossier à la direction. Aussitôt reçu, le dossier est immatriculé, les sommes à payer sont fixées, afin que, pour tous les dossiers arrivés le matin, les mandats de paiement partent le soir-même. Ainsi, le délai maximum entre le moment où l'assuré remet son dossier et celui où il est payé, n'excède jamais huit jours. Si l'assuré se trouve à Amiens, il est même payé immédiatement, au bout des quelques minutes nécessaires à la vérification et à la tarification de son dossier. C'est la seule caisse du département qui permet aux assurés d'être payés en un aussi court laps de temps.

Le Conseil d'administration envisage même la possibilité de faire payer immédiatement les assurés par les sections locales elles-mêmes. Plusieurs centres ont déjà été organisés de cette manière, et cela donne toute satisfaction.

Enfin, ajoutons que l'Union des Travailleurs assure la défense légale de tous les assurés, même si ceux-ci n'appartiennent pas à la Caisse ouvrière.

Ses relations « extérieures »

Avec l'administration. —

Nous avons déjà indiqué les difficultés faites à la Caisse par l'Administration, lors de sa constitution. Depuis, la situation s'est quelque peu améliorée. Cependant les sommes que l'Etat doit remettre à la Caisse sur les cotisations ouvrières et patronales, ne lui sont souvent remises qu'avec beaucoup de retard. Fait symptômatique : lorsque la Caisse s'est trouvée en lutte avec l'Etat à propos de la question que nous exposerons plus loin, le Conseil d'administration a pu constater que les versements ne lui arrivaient qu'au compte-gouttes.

Avec les autres Caisses. —

Dans les premiers temps, « le Travail » de la Somme, comme la plupart des autres caisses ouvrières, avait adhéré à l' « Union des Caisses du département», mais le Conseil d'Administration s'aperçut vite que cette Union des Caisses tendait à devenir une sorte de caisse unique, cherchant à imposer ses directives à toutes les caisses. Seules d'ailleurs les suggestions faites par les caisses mutuello-patronales y étaient écoutées. En réalité, cet organisme n'était qu'un organe de freinage à l'application de la loi.

Le Conseil d'administration décida donc de reprendre sa liberté, afin de respecter la volonté des membres de la caisse qui veulent une caisse « ouvrière », et non un organe de collaboration avec les patrons. Cependant, quand l' « Union des Caisses » se trouvera légalement constituée, afin d'administrer les fonds de réassurance, la caisse ouvrière y reprendra sa place pour y défendre les intérêts de ses adhérents.

Avec le corps médical. —

L'un des premiers actes de la caisse ouvrière fut de prendre contact avec les syndicats médicaux professionnels. La première, elle chercha à établir des conventions avec le corps médical.

Grâce à la correction des syndicats médicaux de la Somme, et à la conscience professionnelle de la grande majorité de leurs membres, la mise en application de la loi n'a pas soulevé de grandes difficultés dans la Somme. On aurait même pu signer avec les syndicats de médecins une convention très avantageuse pour les assurés, si les autres caisses avaient accepté. Les syndicats médicaux étaient prêts en effet à soigner les assurés malades au tarif des accidents du travail, à condition que les caisses s'engagent à rembourser une part déterminée des frais médicaux réellement faits par les assurés. Malheureusement la caisse ouvrière fut la seule à accepter cette condition.

D'autre part le contrôle professionnel des syndicats médicaux sur leurs membres, pour le cas où certains médecins exagèreraient, fonctionne dans de bonnes conditions.

Enfin, la caisse ouvrière étudie l'organisation de tout un service de dépistage des maladies, qu'elle ne pourra naturellement faire fonctionner qu'avec le concours des syndicats de médecins.

Les résultats en chiffres

Les sommes sur lesquelles portent les Assurances Sociales sont très élevées. D'après les chiffres communiqués par les services ministériels, on peut estimer à plus de deux milliards et demi (2.648.333.493 francs) le montant des cotisations ouvrières et pa-

tronales durant la première année d'application de la loi (du 1er juillet 30 au 1er juillet 31). Sur cette somme, 1 milliard 250 millions environ reviennent aux caisses primaires. 1 milliard 250 millions qui pourraient être entièrement gérés par des caisses exclusivement ouvrières !

Quelle est actuellement, après plus de 18 mois d'application, la situation des caisses ? Sauf pour les caisses ouvrières, il est à peu près impossible pour les assurés de le savoir.

« Le Travail » de la Somme, lui, s'est empressé d'arrêter, aussitôt qu'il a pu, le bilan de sa première année d'exercice, et l'a porté à la connaissance de tous, par voie d'affiches. Le voici :

Recettes pour 12 mois, du 1er juillet 30 au 30 juin 31		Dépenses pour 12 mois, du 1er octobre 30 au 30 sept. 31	
Risque maladie	1.464.495,50	Risque maladie	915.387,34
Risque maternité	191.323,65	Risque maternité	179.601,90
Risque décès	83.486,65	Risque décès	1.052,29
Divers	14.092,50	Divers	87,82
TOTAL :	1.753.398,30	TOTAL :	1.096.129,35

La caisse ouvrière accuse donc, pour une année de fonctionnement, un excédent de recettes de 657.268 francs.

Les chiffres ci-dessus appellent quelques commentaires.

En ce qui concerne les décès, ce n'est qu'à partir du 1er juillet 32 que les caisses primaires auront à couvrir ce risque ; la somme portée en recette représente donc essentiellement une avance pour les mois à venir.

En ce qui concerne le risque maternité, le « Travail », comme toutes les caisses, boucle tout juste son budget.

Mais pour la maladie, l'excédent des recettes est considérable. Sans exagération, on peut estimer que toutes les caisses font, sur ce chapitre, un excédent de recettes qui est au minimum de 35 % de leurs encaissements. C'est cette situation qui justifie la lutte entreprise par « le Travail » de la Somme au sujet des « tarifs de responsabilité ».

LE MAUVAIS COUP DES « TARIFS DE RESPONSABILITE »

Voici ce dont il s'agit.

La première loi votée, celle de 1928, stipulait que tous les frais médicaux, chirurgicaux, pharmaceutiques des assurés malades leur seraient remboursés par les caisses d'assurances dans la proportion de 80 % ou 85 %, selon leur catégorie, les assurés conservant à leur charge les 20 % ou 15 % restants. D'autre part, les caisses devaient passer avec les syndicats médicaux des contrats fixant un tarif pour les différents soins (consultations, opérations, etc...). Cela était facile à faire, étant donné qu'il y a déjà des tarifs pour les soins donnés aux accidentés du travail, aux mutilés de guerre, aux assistés, etc... Quelles difficultés y aurait-il donc eu à ce qu'il existât aussi un tarif pour les assurés ?

Mais les médecins, et particulièrement la Confédération des syndicats médicaux, ne voulaient pas de cela. Pour les accidents, les mutilés, les assistés ils acceptent bien de subir les tarifs que leur imposent l'Etat ou les compagnies d'assurances, mais ils se refusaient à établir librement un tarif, en accord avec les caisses d'assurances !

Toute la corporation médicale et pharmaceutique fut donc mobilisée.

Le résultat fut que la loi de 28 fut modifiée de manière à donner satisfaction au corps médical. Désormais le paiement des frais médicaux et pharmaceutiques doit être directement effectué par l'assuré entre les mains de son médecin et de son pharmacien aux prix fixés par ceux-ci. Les Caisses remboursaient ensuite aux assurés les 80 ou 85 % des sommes qu'ils étaient présumés avoir ainsi versées, et comme, en même temps, la loi nouvelle réduisait à 4 % du salaire au lieu de 5 % le taux des cotisations, il y était dit, afin d'éviter que les caisses ne tombent en déficit, que les sommes que les assurés étaient présumés avoir versées pour leurs soins médicaux, seraient fixées par un tarif dit « tarif de responsabilité ».

Mais qui devait fixer ces tarifs de responsabilité ? Evidemment les caisses, d'après le coût ordinaire des soins médicaux et chirurgicaux dans la région.

Or, le ministre ayant, par circulaire du 27 août 1930, fixé les bases des tarifs de réassurance des caisses, prétendit, en outre, interdire aux caisses de dépasser ces chiffres dans leurs propres tarifs de responsabilité !

Cela, naturellement au grand dommage des assurés. En effet, voici ce qui se passe dans la Somme. Dans la Somme l'assuré paie, en fait, à son médecin 15 ou 20 francs par visite. Il devrait donc toucher de l'assurance, dans le cas où il a droit à 80 % de ses frais, une somme de 12 ou 16 francs. Or, le tarif ministériel fixe à 12 francs le prix de la visite, si bien que l'assuré n'ayant droit qu'à 80 % de 12 francs, ne touche que 9 fr. 60. Il est donc volé de 2 fr. 40 ou de 6 fr. 40 par visite. Pour la chirurgie, c'est pire : parfois l'assuré ne touche que 25 % de ses débours, au lieu des 80 % ou 85 % prescrits par la loi !

La plupart des caisses ouvrières n'ont pas suffisamment réagi contre cette interprétation abusive de la circulaire d'août 30. Seul « le Travail » de la Somme a prétendu fixer ses tarifs de responsabilité au-dessus des tarifs de la circulaire, en les basant sur le tarif existant déjà dans le département pour les accidents du travail. L'état de sa caisse, ainsi qu'on l'a vu plus haut, lui permettait facilement de le faire, mais, sous la pression du patronat et des mutualités, le ministre lui fit injonction d'avoir à réduire ses tarifs. Contre cet abus de pouvoir caractérisé, « le Travail » de la Somme s'est pourvu devant le Conseil d'Etat. Il est la seule caisse qui ait osé ainsi se dresser contre le gouvernement pour la défense du droit des assurés à disposer librement de leur argent.

A QUOI EMPLOIERA-T-ON L'ARGENT SOUSTRAIT AUX ASSURÉS ?

C'est par ce moyen, en réduisant arbitraitement le pourcentage des frais médicaux et pharmaceutiques à rembourser aux assurés, qu'on est parvenu à ce que les caisses ne dépensent que 60 à 65 % de leurs recettes, pour ce qui concerne l'assurance-maladie. Il y a donc là des sommes considérables qui sont soustraites aux assurés, et qui, ainsi, se trouvent sans emploi.

On s'est déjà préoccupé de leur en trouver un.

Certaines caisses ont pensé à placer leurs réserves dans des sociétés d'habitations à bon marché, mais ce sont là des sociétés dont la base et l'administration sont essentiellement capitalistes ; les caisses ouvrières ne sauraient donc s'engager à la légère dans cette voie.

Ailleurs l'administration départementale propose d'organiser avec ces fonds les services sociaux du département. Les assurés doivent protester contre une pareille chose. Il est inadmissible que ceux qui se sont jusqu'à ce jour montrés incapables d'organiser la lutte contre les fléaux sociaux, s'emparent de l'argent des ouvriers pour renforcer l'autorité des services d'Etat.

Enfin, une circulaire ministérielle indique que les organismes privés de prévention sociale doivent être subventionnés par les caisses d'assurances ! C'est une chose à laquelle les caisses ouvrières ne sauraient se prêter. Les dispensaires, et tous autres services privés de prévention sociale, fonctionnent en dehors de tout contrôle effectif des ouvriers, et même de tout contrôle d'Etat ; ils sont sous la coupe directe des représentants des intérêts patronaux ou religieux ; les caisses ouvrières ne peuvent rien avoir à faire avec eux.

Aucun de ces modes d'utilisation des fonds dont disposent les caisses ne donnerait lieu à une extension de la puissance ouvrière ; ils sont donc à rejeter.

Par le bon fonctionnement de leurs caisses ouvrières d'assurances, les travailleurs ont prouvé qu'ils étaient aptes à organiser eux-mêmes, et à leur propre profit, les services sociaux. Ils doivent revendiquer tous leurs droits de bailleurs de fonds. Ils ne peuvent participer à des organismes officiels ou privés de prévention sociale, que s'ils en ont, dans leur presque totalité, la gestion et le contrôle. Mieux encore, là où ils le peuvent, qu'ils constituent eux-mêmes et sous leur contrôle absolu, des dispensaires, et toutes autres organisations relatives à la santé publique. Un vaste réseau de défense contre la tuberculose, le cancer, les taudis, peut et doit exister, mais... organisé par les travailleurs. Les caisses d'assurances ne doivent pas se contenter de faire des placements d'argent qui, d'une façon plus ou moins détournée, ne feraient qu'affermir la société capitaliste. S'ils mettaient leur argent à la disposition des soutiens du régime actuel, les assurés se poseraient ainsi en adversaires des travailleurs. Les militants doivent mettre la classe ouvrière en garde contre toutes les tentatives faites dans ce sens par nos adversaires de classe.

L. RÉCHOU.

L'odyssée du « Buenos-Ayres »

En place de l'humidité tropicale, l'étouffoir saharien.

Le « Buenos-Aires », la sinistre prison flottante des déportés syndicalistes espagnols, vogua pendant deux mois par les mers tropicales sans pouvoir débarquer ses martyrs, enfermés à fond de cale.

La colonie espagnole de Bata en Guinée poussa en effet les hauts cris à l'idée que des hommes blancs allaient être gardés par des soldats noirs, ce qui ruinerait le prestige de l'homme blanc en Afrique ! Quiroga, le ministre de l'Intérieur pensa alors confier la surveillance des déportés aux mercenaires-bandits de la Légion Etrangère espagnole, mais il n'osa s'y décider devant le flot montant des protestations qui commence à monter d'Espagne.

Force fut donc de changer le lieu d'exil, et l'on se décida pour Rio de Oro, le Sahara espagnol. Mais avant d'y aller, le « Buenos-Aires » dut faire escale à Las Palmas, dans les Canaries, pour débarquer plusieurs prisonniers très gravement malades ; l'un d'eux mourut quelques heures après son arrivée à l'hôpital.C'était Antonio Soller âgé de 25 ans, secrétaire du syndicat du bâtiment de Sallent, ouvrier puisatier de son métier.

Plusieurs semaines de séjour à fond de cale, sans pouvoir même prendre l'air sur le pont, ne fut-ce qu'une heure,avaient fait leur œuvre. Soller est mort d'épuisement, fauché par une gastro-entérite, et plusieurs de ses camarades sont dans un état très grave.

Lorsque les ouvriers de Sallent apprirent la mort de Soller, bien que tous les syndicats de cette ville soient dissous, bien que la plupart des militants soient déportés, la moitié des usines arrêtèrent le travail. Le même jour, à la même heure, derrière le cercueil de Soller, à Las Palmas, marchaient les syndicalistes des îles Canaries, et à côté d'eux, plusieurs délégués des syndicats socialistes de l'U.G.T.

Redoutant une nouvelle vague d'indignation, Quiroga ordonna la mise en liberté de 30 déportés, déclarant que ceux-ci avaient accompli leur terme de déportation de deux mois.

Mais ils sont 90 qui restent déportés ; Quiroga se refuse même à déclarer quelle sera la durée de leur peine. En outre, la surveillance dans le Rio de Oro est confiée à un certain Gonzalès, fils de l'ex-gouverneur de Léon, qui fut exécuté sous la monarchie par des syndicalistes ; on peut concevoir quelles représailles auront à subir les exilés.

C'est ainsi que la République espagnole fête son premier anniversaire.

L. NICOLAS.

VEILLE D'ÉLECTION

LES RÉVELATIONS D'UN SOUS-PREFET

AU CONCOURS RÉGIONAL DES ANIMAUX GRAS

En 1893, année de crise et d'élections, Jacques Ferny lança cette chanson... qui n'a rien perdu de son actualité.

I

Messieurs, grâce au gouvernement
Dont nous jouissons à l'heure actuelle,
Le pays vit dans l'enchant'ment
D'un' félicité perpétuelle.
Au dedans, point d'agitations ;
Le gâchis simplement, rien autre !
A l'extérieur, quoi ? Des nations,
Messieurs, étrangèr's à la nôtre !
Enfin — chose extraordinaire !
A quoi c'la tient-il ? j' n'en sais rien ! —
Nous ne sommes pas même en guerre !
Tout va bien, messieurs, tout va bien !

Et dzim la boum !.. Viv' la République !

II

Tout va bien ! Le gouvernement,
Messieurs, fait marcher le commerce,
Lequel, pour se mettre en mouv'ment
N'attendait qu'lui, sans controverse !
Oui, malgré les cris astucieux
Des commerçants réactionnaires,
Les affair's, en somme, messieurs,
Les affaires... sont les affaires !
Nous avons la crise, sans doute ;
Mais, après tout, ell' se maintient
Solid'ment — la crise, — et, somm' toute,
On peut l'affirmer, ell' va bien !

Et dzim la boum !.. Viv' la République !

III

Tout va bien ! Le gouvernement
S'intéresse à l'agriculture :
Le blé pousse sensiblement,
L'avoine est déjà presque mûre ;
L'org' n'est pas laid, le seigle est beau,
La température printanière !
Il tombe moins souvent de l'eau
Qu'il n'en tombait l'anné' dernière !
Le cochon n'a pas mauvais' mine ;
Le prix d'la volaille'se soutient ;
Et quand à l'espèce bovine
Elle engraisse, donc ell' va bien !

Et dzim la boum !.. Viv' la République !

IV

Tout va bien !.. Le gouvernement
Vous a promis avec largesse
Des réform's ; eh bien, réell'ment,
Lorsqu'il vous a fait cett' promesse,
Il avait l'intention d'la t'nir !
Il l'a même encore à cette heure !
Il la gardera comm' souv'nir
Précieus'ment jusqu'à ce qu'il meure !..
Parfois avec inquiétude
Vous vous dites : « Mais qu'est-c'que d'vient
Cett'loi qu'on a mise à l'étude ? »
Calmez-vous, messieurs, ell' va bien !

Et dzim la boum !.. Viv' la République !

V

Tout va bien !.. Le gouvernement,
Soucieux de diminuer vos charges,
Les accroît progressivement
Dans les proportions les plus larges.
Des titulair's de ces impôts
La joie, d'ailleurs, est évidente ;
Ils vont clamant à tout propos :
« L'impôt va très bien !.... il augmente ! »
Que dis-je ? Mais on en rencontre
Et journell'ment je n'sais combien
Auxquels il reste encor leur montre,
Et quelquefois même ell'va bien !

Et dzim la boum !.. Viv' la République !

VI

Tout va bien ! Le gouvernement
Est composé de gens intègres
Qui ne trouv'nt jamais leur trait'ment
Ni leurs frais d'bureaux assez maigres !
Un autre fait, — trop rare, hélas !
Par le temps qui court, — les honore :
On est allé voir à Mazas,
Eh bien, ils n'y sont pas encore !...
Et puis, d'ailleurs, quand, pour un' cause
Quelconque, il arrive que rien
Ne va, c'est encor la mêm' chose !

(Avec la dernière énergie :)

Tout va bien, Messieurs ! tout va bien !
Et dzim la boum !.. Viv' la République !

Parmi nos Lettres

Critiques et suggestions. Le camarade Veiller, instituteur du Cantal, nous adresse une longue lettre, comme nous voudrions en recevoir beaucoup, où il nous donne son opinion sur toutes les questions du jour intéressant la R. P.

D'abord, en tant qu'ancien abonné du « Cri du Peuple », il profite des conditions que nous avons faites pour nous envoyer un abonnement d'un an, au prix réduit de 20 francs, puis il continue :

Je suis de l'avis du camarade d'Alger, la R. P. doit tenir compte de la disparition du Cri. Aussi j'aimerais qu'elle rouvre sa rubrique: « La renaissance du syndicalisme ». Sans perdre du temps à polémiquer autour des broutilles de Gitton et de Capocci, il me parait nécessaire de signaler les tentatives faites pour le redressement de l'une et de l'autre C.G.T. Au sujet de l'Unité, il me semble bon de mettre un terme aux disputes nées de la motion de Japy. Je crois qu'aujourd'hui le meilleur moyen d'arriver à l'Unité est de constituer une gauche dans la C.G.T. La plupart des adhérents de la C.G.T.U. restent fidèles à cette centrale par suite de la politique collaborationniste de la C.G.T. La R. P. ne pourrait-elle faire quelque chose pour l'organisation de cette gauche? « Un grand espoir était venu du Nord » mais il a été tué par la candidature Dumoulin aux prochaines élections législatives.

2° Une autre tâche de la R.P. consiste selon moi à exposer, en face des événements, la doctrine syndicaliste révolutionnaire. Je voudrais que pour chaque événement national ou international important la R. P. dise : « Voilà le point de vue syndicaliste révolutionnaire ». Ce point de vue pourrait d'ailleurs résulter d'une discussion au sein du «noyau». Critiquer Staline ou les socialistes espagnols c'est nécessaire mais ce n'est pas toujours suffisant; il faut opposer à leur conception une autre conception, celle du syndicalisme révolutionnaire.

J'aurais bien aimé par exemple connaître l'attitude du noyau de « la R. P. » au sujet des assurances sociales actuelles, du conflit minier, de la crise allemande. Je vous sais gré camarade de nous avoir donné votre point de vue sur la politique de salaires de Staline. En un mot la R. P. doit être un guide pour les syndicalistes révolutionnaires.

Je ne suis pas partisan de la parution bi-mensuelle que vous aurez sans doute beaucoup de mal à assurer. La parution mensuelle suffit à condition qu'elle soit régulière. La R.P. doit toujours paraître dans le mois dont elle porte le nom. Il vaut mieux diminuer le prix de l'abonnement.

Nous essaierons, comme le demande notre camarade, de suivre du plus près possible les événements syndicaux, afin de donner sur chacun le point de vue du syndicalisme révolutionnaire. Dans ce numéro-ci même, d'ailleurs, notre camarade trouvera un article sur les Assurances Sociales, — dans le numéro dernier une note des « Faits du Mois » parlait de la question minière, — et nous avons consacré de nombreux articles à la situation allemande, — mais tout ceci, nous le reconnaissons, est insuffisant. Pendant plusieurs années nous avons concentré tous nos efforts sur la question, primordiale, de l'unité syndicale ; tout en continuant, nous tâcherons de suivre de plus près les autres problèmes syndicaux.

Tout s'explique ! Un camarade du midi nous écrit :

Avez-vous vu cette réunion privée, et d'où toute contradiction était soigneusement bannie, qu'a donnée Jouhaux à Nice ?

Je ne connais rien de plus lamentable que son discours, dont la presse bourgeoise locale a donné de très copieuses analyses. Rien d'ouvrier, rien de syndical, aucun appel à la lutte de la classe ouvrière contre le capitalisme, mais simplement la demande d'une meilleure organisation du régime capitaliste, à réaliser par les gouvernements et les capitalistes ! Le tout truffé de quelques remèdes empruntés aux fonds de tiroirs des plus stupides des « idéologues » bourgeois.

Il est vrai que la presse, la veille, avait annoncé que « les membres du parti radical seraient admis sur la présentation de leur carte ». Alors tout s'explique ! Jouhaux venait faire, aux frais de la C.G.T., une réunion électorale !

***

La cause des crises Un ingénieur des hautes vallées des Alpes, nous écrit, à propos des articles de Louzon et de Péra sur la cause des crises :

J'ai lu les articles de la R. P. sur la cause de la crise actuelle, et je viens vous dire toute mon approbation pour les explications que vous en donnez. C'est la première fois que j'entends dire des choses complètement sensées, sur cette grave question. Il est absolument certain que dans l'été 1929, apogée de la « prospérité », la main-d'œuvre était introuvable; c'est la première fois que j'ai vu le patronat augmenter de lui-même les taux du salaire horaire, par crainte de départs d'ouvriers qu'il ne pouvait remplacer. (En 1928-1929, j'ai vu des usines neuves construites par des ouvriers russes, polonais, italiens, espagnols et portugais...)

Le même correspondant nous parle ensuite de notre attitude à l'égard de l'U.R.S.S. ; comme c'est là une question qui a fait l'objet de remarques de plusieurs camarades, et qu'elle demande des explications complètes, nous publierons cette partie de sa lettre dans un article qui sera spécialement consacré à cette question.

***

Une histoire complète de la crise. La camarade S. Weil nous écrit :

Votre théorie de la crise me jette dans des perplexités sans fin. Son caractère de clarté et de précision mathématique me séduit. Il lui manque d'avoir été mise à l'épreuve des faits, par un examen minutieux, à la lumière de cette théorie, de toute l'histoire de la crise. Une histoire complète et précise de la crise jusqu'au moment actuel me paraît être la chose la plus importante en ce moment. En cette période de désarroi, la R.P. se doit de rester, du moins sur le plan théorique, égale à la situation.

Nous tâcherons de donner satisfaction à notre camarade, mais une histoire de la crise ne pourra vraiment être écrite que lorsque celle-ci sera finie, et tel n'est pas encore le cas.

D'autre part, il faut se méfier d'une erreur qui est très souvent commise. Ce n'est pas parce qu'un fait est la cause d'un phénomène qu'il peut expliquer toutes les particularités de ce phénomène. Stuart Mill en a fourni un exemple. On sait que c'est l'attraction de la lune sur la masse d'eau des océans

qui est la cause des marées. Cependant l'attraction de la lune n'explique nullement pourquoi, en tel point, la marée est faible, alors qu'en tel autre point, où l'attraction de la lune n'est cependant pas plus grande, la marée est beaucoup plus forte. Ces différences sont dues à toute autre chose que l'action de la lune : elles sont dues aux formes du rivage. C'est cependant l'attraction de la lune qui est la cause des marées, car si elle n'existait pas, il n'y aurait nulle part de marée, quelles que soient les formes du rivage.

Il en est de même pour les crises économiques : celles-ci peuvent parfaitement être dues au manque de main-d'œuvre, sans que leurs particularités soient dues, elles, au manque de main-d'œuvre.

***

La « période mélancolique » L'abondance actuelle de l'argent, des capitaux qui ne « s'emploient pas », — nous vaut le rappel, par un camarade, d'un passage important du « Capital » :

Connaissez-vous la « période mélancolique » dont parle Karl Marx ?

Je lis p. 48 du tome VII :

« Il peut donc y avoir pléthore de capital-argent, non seulement parce que l'offre dépasse la demande, ce qui du reste n'est jamais qu'une pléthore relative qui se produit par exemple dans la « période mélancolique » par laquelle, à la fin de la crise, s'ouvre un nouveau cycle... »

En voyant le montant des dépôts dans les Caisses d'épargne françaises augmenter, dans le courant de 1931, de plus de douze milliards, sans que les dépôts dans les banques aient diminué, je me demande si nous ne sommes pas en plein dans la période « mélancolique ».

***

Une nouvelle lettre de R. Francq. Nous avons reçu de Roger Francq la lettre suivante :

Je ne puis laisser sans suite la réponse de Monatte.

Devrais-je pourtant m'émouvoir d'être accablé par lui du poids de la responsabilité de la mort du Comité des « 22 »? Je n'ai pas l'habitude d'attacher une importance excessive aux « personnes », aussi, malgré les quelques services que j'ai peut-être rendu aux travailleurs, arriverai-je très difficilement à suivre Monatte dans l'opinion imposante qu'il a de mon action !

Non, ce n'est pas « Francq » qui par des manœuvres (?) obscures, découvertes le jour où il s'agit d'esquiver des responsabilités morales, a mené en terre le Comité des « 22 ». Ce sont ses contradictions internes trop grosses et un goût quasi-maladif des polémiques personnelles qu'on peut seuls accuser.

Le monde nouveau, comme l'Unité, se bâtira par des actes constructifs et non par des mots et des querelles intestines. Monatte l'oublie trop souvent. Il oublia ainsi que l'Unité avait pour première exigence de ne pas disputer des personnes.

Par contre elle avait besoin de formes constructives.

Mon article du 5 Avril du « Fonctionnaire Syndicaliste » les recherchait.

Mes vues ne plaisent pas à Monatte, c'est bien regrettable.

Mais il est beaucoup plus fâcheux de constater que les faits ne sont pas venus confirmer la valeur de ses méthodes d'action.

Inutile donc de perdre du temps en discussions stériles. Il vaut mieux regarder l'avenir.

Personnellement je m'y emploie et en U.R.S.S. et aux U.S.A. et en Allemagne, et ici même. Si c'est cela chercher « l'aventure » j'accorde à Monatte que je suis un « aventurier ». Un « aventurier » qui, bien installé dans la Société bourgeoise à de hauts postes techniques, préféra après la Révolution russe aller à ceux que jusqu'ici il dirigeait en créant un Syndicalisme des Techniciens les aidant à se libérer. Un « aventurier » qui, aujourd'hui ayant perdu dans « l'aventure » situation et le reste, trouve l'injure dans la bouche de l'un des hommes qui, lui, aurait tout gagné à un changement de régime.

Mais la verve acide de Monatte n'en est pas à son premier essai. La classe ouvrière aurait eu plus de profit à la voir s'exercer dans le « genre constructif ».

Laissons donc cela et apportons avant de terminer deux nouvelles confirmations que je mets au défi Monatte de contredire :

1° Je ne fais partie et n'ai fait partie d'aucun « Comité Valois ». Je n'ai donné ma signature à aucun manifeste ou appel venant du « Comité Valois » quelqu'ils soient. Si je fus avisé de réunions du « Comité d'Organisation Rationnelle », créé en effet par Georges Valois, je n'y suis jamais allé. J'appris donc avec étonnement après mon retour d'Amérique que mon nom figurait au bas de convocations alors que je n'avais, ni par un accord verbal ou écrit, ni par une présence, collaboré à ce Comité.

Si ma Conférence de Lyon sur l'U.R.S.S. sténographiée par les organisations fut publiée par la Librairie Valois c'est sur la demande d'organisations qui, comme moi-même, voient dans l'effort créateur et libérateur des peuples de l'U.R.S.S., autre chose que l'exercice arbitraire d'un pouvoir dictatorial et personnel. Cela n'a rien à voir avec un « Comité Valois ».

2° Le Parti Communiste n'est intervenu à aucun moment ni directement ni indirectement dans l'attitude que j'ai prise. J'ai de moi-même averti verbalement et par écrit la Commission Exécutive du « Comité des 22 » de l'échec inévitable au devant duquel elle courait si elle persistait dans sa politique. Ce sont là mes seuls réels actes au Comité des « 22 ».

Les événements se sont chargés de me donner raison...

Les contradicteurs ne pardonnent jamais cela. C'est chose connue. Aussi suis-je sans amertume.

Je ne répondrai que deux petites choses :

1° Francq a craché en l'air le mot d'aventurier; il lui est retombé sur le nez.

2° Francq dit que le Comité d'Organisation Rationelle (Comité Valois) a abusé de son nom. Je m'imagine la surprise qu'éprouveront en lisant ça certaines personnes à qui il avait déclaré qu'il n'y avait qu'un milieu intéressant actuellement, le milieu de Valois.

Francq a sans doute appartenu au Comité d'Organisation Rationnelle comme il a appartenu au Comité des « 22 », jusqu'au moment où ça lui a attiré des histoires.

On comprendra que je ne discute pas plus longtemps avec lui.

P. M.

LA VOIX DE L'ENSEIGNEMENT DU FINISTÈRE

Pourquoi nous quittons la C. G. T. U.

Jamais encore, depuis la scission, les militants syndicalistes révolutionnaires de la C.G.T.U. ne s'étaient trouvés devant une situation aussi angoissante qu'après le Congrès de Magic-City. Ils avaient certes connu des moments durs, des heures où il leur avait fallu déployer beaucoup d'activité pour retenir des camarades qui en avaient assez de la subordination du mouvement syndical unitaire au Parti Communiste. Ils avaient réussi, du moins en partie, à enrayer les départs, souvent grâce à leur ascendant sur les syndiqués mais surtout par leurs affirmations, pleines de sincérité, concernant la volonté unitaire de la C. G. T. U.

Magic-City est venu, qui a tout anéanti. Dans un syndicat comme celui de l'Enseignement du Finistère, la répercussion du vote contre l'unité a été terrible. Pouvait-il en être autrement ? Voilà un syndicat unitaire d'environ 600 membres — les uns communistes, les autres socialistes, la plupart sans parti — qui, malgré de vives luttes de tendances, formait un bloc solide dressé contre l'administration et la bourgeoisie, bloc cimenté par la volonté de réaliser l'unité syndicale.

Brutalement, la C.G.T.U. déclare : « *Jamais l'unité par un congrès de fusion !* L'unité oui, mais par la lutte contre les chefs socialistes et les minoritaires », c'est-à-dire contre une fraction très importante de ses adhérents.

Dès lors, l'unité de notre groupement était brisée. De nombreux syndiqués, plusieurs militants firent part au secrétaire de leur décision de ne plus cotiser à la C. G. T. U.

Nous ne savons pas si les permanents responsables de cet état de choses sont à même de sentir combien il est douloureux pour des militants de base de voir ainsi prête à crouler l'œuvre péniblement échafaudée au cours d'une quinzaine d'années. Nous sommes tentés de croire, qu'à force d'avoir les yeux tournés vers le centre moscovite d'où viennent les ordres... et les places, beaucoup d'entre eux se désintéressent totalement de l'effet que produiront sur les syndiqués leurs décisions et leurs tournants. Avec la même odieuse unanimité, ils disent aujourd'hui le contraire de ce qu'ils affirmaient hier !

S'ils étaient à pied d'œuvre, s'ils vivaient réellement la vie des travailleurs, s'ils avaient la responsabilité directe de la marche des organisations de base, ils ne pourraient pas agir avec le même sans-gêne à l'égard des syndiqués.

Quoi qu'il en soit, leurs ravages continuent. Après tant d'autres, notre syndicat vient à son tour de quitter la C.G.T.U. et prépare la fusion à la base avec l'organisation confédérée. Cette décision a été prise à la majorité des 4/5 dans les réunions des sections cantonales et à la majorité des 3/4 dans trois assemblées générales. Il faut noter que la moitié des opposants s'incline devant la majorité tandis que l'autre moitié, indisciplinée, déclare rester à la C.G.T.U.

Puisque la R. P. a ouvert une tribune de discussion dans ses colonnes, sur cette question de l'unité, nous croyons de notre devoir d'y participer et d'y faire connaître quelques-unes des raisons pour lesquelles nous avons quitté la C.G.T.U. Nous le ferons en exposant rapidement la situation dans la C.G.T.U., dans la Fédération Unitaire de l'Enseignement et dans la 16me Union Régionale, c'est-à-dire dans les trois organisations dont nous nous séparons.

La C.G.T.U. est antisyndicale

Dans un groupement syndical tel que nous le comprenons, il doit y avoir place pour tous les travailleurs, réformistes ou révolutionnaires, socialistes, communistes ou sans parti, en lutte pour l'amélioration de leur sort, en lutte contre le régime capitaliste dont ils poursuivent la disparition.

Ce n'est plus le cas pour la C.G.T.U. qui a cessé d'être une centrale syndicale pour devenir la doublure d'un parti politique.

Lorsqu'elle naquit à Saint-Etienne en 1921, ses fondateurs avaient pourtant solennellement proclamé que « le syndicalisme français était capable de trouver sa voie vers la révolution, en dehors de toute tutelle de parti ou de secte ».

Lors de son adhésion à l'I.S.R., elle posa comme condition le respect de son indépendance vis-à-vis du P.C. Et les Russes avaient fait cette concession aux « préjugés français... » parce qu'ils avaient la certitude de conquérir rapidement cette jeune C. G. T.U. si indépendante et si fière de l'être.

Petit à petit, avec la complicité même de certains militants — tels que Monmousseau — qui avaient juré de la diriger en dehors de toute tutelle, notre pauvre C.G.T.U. tombait sous la coupe du P. C.

On cacha ce viol le plus longtemps possible aux syndiqués. Comme des militants protestaient, on baptisa « Comité d'action » ce qui était déjà plus qu'une liaison. Puis on arriva à cette fameuse « direction unique », premier aveu de la subordination du mouvement syndical unitaire au parti communiste, première cause de l'arrêt du recrutement des syndicats unitaires, point de départ de la dégringolade — ininterrompue depuis — de leurs effectifs.

Enfin, en 1929, le congrès confédéral proclame le « rôle dirigeant » du P. C. dans la C.G.T.U. Ce vote reconnaît publiquement la subordination du mouvement syndical au parti et désormais « *toutes les questions importantes qui doivent être débattues à la Commission exécutive confédérale seront soumises auparavant à l'examen du Comité central ou de son bureau politique* ». (Cahiers du Bolchevisme, janvier 1930).

Nous qui pensons que pour être à même de remplir leur rôle, les syndicats doivent être indépendants des partis, des sectes, comme des gouvernements, nous ne pouvons admettre le rôle dirigeant

du P. C. sur la C.G.T.U. C'est une absurdité de dire que les syndicats ne peuvent se diriger seuls et qu'il leur faut un guide extérieur, en l'occurence un parti politique qui comprend des non syndiqués et même des bourgeois !

Cette absurdité, les dirigeants de la C.G.T.U. l'ont fait proclamer par des délégués plus désireux de plaire aux chefs et de rester dans la ligne du jour que de défendre l'unité de leurs organisations menacée par le vote demandé.

Ayant ainsi renié son indépendance, s'étant placée sous la direction étroite du P.C., la C.G.T.U. perdait totalement sa figure de Centrale Syndicale pour devenir la filiale d'un parti politique. Elle se lançait dans une série de manifestations, d'un sectarisme outrancier, pour bien prouver qu'elle n'était plus ouverte à tous les travailleurs, qu'elle était devenue antisyndicale.

Sectarisme de la C. G. T. U.

Avec une légèreté sans pareille — à moins qu'il ne s'agisse d'un machiavélisme stupéfiant — les nouveaux maîtres de la C.G.T.U. ont introduit dans le mouvement syndical les mœurs en usage dans leur parti. Ils y ont si bien réussi que beaucoup de travailleurs ne font plus aucune différence entre ces deux organisations et croient sincèrement que pour être syndiqué unitaire il faut adhérer au P. C.

A la C.G.T.U., les syndiqués de la base ne comptent plus. On ne leur demande pas leur avis quand il s'agit d'une action à entreprendre, d'un permanent à désigner. Les mots d'ordre émanent du haut, les secrétaires débarquent dans les organisations régionales où ils sont généralement inconnus. On sait seulement qu'ils ont l'investiture du P. C. et cela suffit pour ceux qui sont dans la ligne. Quant aux autres, ils n'ont qu'à se taire et à recevoir des injures.

Sur ce terrain, on ne peut pas dire que la C. G. T. U. a fait preuve d'incapacité. Ah ! non, certes. Nous avons là sous les yeux quelques documents qui donnent une idée du niveau et de la violence des attaques dirigées contre les opposants de toutes tendances, sur l'ordre de l'I. S. R. elle-même, par les militants responsables de la C. G. T. U. Ces minoritaires sont, selon le jour, des « traîtres, des briseurs de grèves, des capitulards de droite, des garde-blancs, des agents de la bourgeoisie, des alliés de Coty, des social-fascistes, des renégats, des scories, des microbes, de la pourriture réformiste, etc... »

Et des camarades s'étonnent que des syndicats quittent une pareille organisation ! Ce qui nous surprend, c'est qu'ils y soient restés si longtemps. Et l'on peut se demander ce que la direction confédérale réserve aux inorganisés, aux chrétiens (1) qu'elle appelle de toutes ses forces pour venir créer, avec elle « la C.G.T. unique lutte de classes » (?!).

Evidemment, les calomnies, les inepties, les injures que la « Vie Ouvrière » et l' « Humanité » déversent à pleins tombereaux sur les opposants ne sauraient expliquer le départ de militants. Mais elles contribuent à faire déborder la coupe que d'autres mœurs antisyndicales ont rempli jusqu'au bord.

(1) Les « davidées » dans l'Enseignement !

Pas de démocratie syndicale à la C. G. T. U.

Faut-il rappeler le mépris le plus total de la démocratie syndicale dont on vante si haut les mérites quand elle doit servir les intérêts du parti dirigeant ?

N'avons-nous pas appris qu'à une réunion de l'Internationale de l'Enseignement à Bruxelles, en 1929, quelques jours après notre congrès fédéral de Besançon où la Fédération avait pris des décisions qui ne plaisaient pas au P. C., Monmousseau lui-même disait à Aulas, secrétaire fédéral : « Tu vas partir en guerre immédiatement contre ces décisions de congrès, sinon c'est ton exclusion du parti ».

Ces décisions de congrès qu'on voulait obliger Aulas à transgresser concernaient, la première, le livre d'histoire de France, édité par la Fédération pour les élèves des écoles publiques et qu'elle décidait de répandre le plus largement possible, malgré sa condamnation par les Jeunesses Communistes qui ne le jugeaient pas assez lutte de classes. La seconde avait trait au Syndicat du Finistère que les briseurs de grève du P. C. et des groupes de jeunes voulaient chasser de la Fédération à l'occasion de la discussion sur la grève des Normaliens de Quimper.

Ne voyons-nous pas aujourd'hui les dirigeants confédéraux convoquer un congrès extraordinaire de la Fédération de l'Alimentation qui ose se payer le luxe d'avoir une direction minoritaire en ces temps de domestication syndicale au P. C. ?

Ne voit-on pas se constituer, avec l'aide financière de la C.G.T.U., à côté de chaque bureau de syndicat ou de fédération de la minorité, un bureau dans la ligne qui lance des communications, organise des réunions, entreprend même des actions par dessus la tête du bureau régulier et parfois pour des revendications en opposition avec celles du Syndicat ou de la Fédération ? C'est le cas depuis quelques années à la Fédération de l'Enseignement où nous voyons la minorité communiste mener campagne pour un projet de traitements opposé au projet fédéral, documenter, organiser une campagne nationale contre la répression sans se préoccuper de la direction fédérale... C'est encore cette minorité indisciplinée qui s'oppose à l'unité syndicale en propageant dans la corporation qu'elle ne « veut l'unité que sur la plate-forme de la C.G.T.U. et sous la direction du Parti communiste ». (Motion du 1er janvier 1931).

N'a-t-on pas vu opérer de la même façon hier aux Produits Chimiques où, à côté des secrétaires fédéraux régulièrement élus en Congrès, le P. C. constitua un second bureau fédéral avec deux créatures à lui, dont la célèbre Marie Bréant ?

Non, il n'existe pas la moindre démocratie syndicale à la C.G.T.U. Et il ne peut pas y en avoir tant que les décisions sont prises sans consultation des syndiqués, tant que les camarades n'ont pas la possibilité d'exprimer leur point de vue sans se faire insulter, tant que les A.G. de syndicats ne peuvent discuter librement l'ordre du jour des congrès sans la présence d'un envoyé du bureau confédéral chargé d'injurier les minoritaires et de faire la cueillette des mandats. En un mot, il ne peut pas y avoir de démocratie syndicale dans un groupement qui a confié à une organisation extérieure le soin de penser pour lui et de le diriger.

Et voici les résultats !

Ces procédés antisyndicalistes, ces injures inadmissibles ont créé une atmosphère irrespirable, fait fuir les adhérents et dégoûtent les militants de la base. En outre, à force de se livrer à la haute politique et à la lutte impitoyable contre les réformistes et les minoritaires, la C.G.T.U. a totalement négligé ces dernières années l'action revendicative qui est la condition même du syndicalisme de masse.

Il en est résulté une chute catastrophique des effectifs : perte d'au moins 300.000 syndiqués en quatre ans. Peut-être même davantage, car la C.G.T.U. ne publie aucun répertoire de ses syndicats-passoires qui permette de contrôler leur existence et leurs effectifs. En revanche, cela donne aux dirigeants la possibilité de faire approuver leur gestion déficitaire par de nombreux syndicats inexistants (1), comme ce fut le cas à Magic-City !

Ses grèves politisées, son syndicalisme d'aventure lui ont fait perdre la confiance de la masse et elle est aujourd'hui totalement incapable de réaliser ses propres objectifs.

L'indice le plus net de la baisse considérable de son influence sur les travailleurs, c'est que, malgré des circonstances favorables au recrutement, elle continue à perdre des adhérents alors que les autres Centrales, confédérées et chrétiennes, voient grossir leurs effectifs. Rappelons, en passant, à ceux qui affirment que la répression explique ce recul, la réponse de l' « Humanité » du 22 juillet 1930 : « Non, cent fois non. C'est en grande partie les méthodes bureaucratiques et mécaniques criminelles qui chassent de nos rangs les ouvriers... »

Un autre indice alarmant pour elle, c'est que ce sont les travailleurs de l'industrie privée qui l'abandonnent en plus grand nombre. La grosse majorité de ses adhérents appartiennent aux services publics. Les cheminots, à eux seuls, détiennent dans les votes plus du tiers des voix ! Cette constatation est très grave. Quand les ouvriers, les vrais exploités, se détournent d'une organisation qui fut, il y a quelques années, un centre d'attraction pour tous les révolutionnaires, c'est qu'il y a quelque chose de changé dans cette organisation.

Nous l'avions prévue, la situation lamentable d'aujourd'hui. Depuis 1924, nous avons dénoncé, avec une constance qui irritait nos adversaires, l'acheminement de notre C.G.T.U. vers le syndicalisme de secte par sa subordination complète au P. C. Ceux qui n'y croyaient pas peuvent maintenant mesurer l'étendue du désastre !

La C.G.T.U. antiunitaire

Malgré cet effroyable bilan négatif, la C.G.T.U. déjà conduite à un dangereux affaiblissement par les sottises de ceux qui en ont fait la chose d'un parti, vient de se condamner définitivement en reniant l'unité syndicale à son congrès de Magic-City.

Que de chemin parcouru en dix ans ! Comment aurait-on pu penser que les militants qui, à Saint-Etienne en 1921 « s'engageaient à travailler au recrutement et au regroupement des forces prolétariennes en faisant abstraction de toutes les divergences théoriques qui peuvent se faire jour au sein du mouvement syndical » en seraient arrivés à affirmer, en 1931, avec le secrétaire confédéral Gitton que « réformistes et révolutionnaires ont deux conceptions inconciliables et ne peuvent habiter ensemble » ?

En 1924, les dirigeants de la C.G.T.U. déclarent que « l'unité syndicale est la meilleure arme du prolétariat ». En 1925, ils précisent : « Il n'y a qu'une unité, c'est l'unité totale par la fusion simultanée de toutes les organisations syndicales au sein d'une C.G.T. unique ».

Aujourd'hui, les mêmes dirigeants font acclamer par un congrès de la C.G.T.U. des inepties de ce calibre : « C.G.T. unique ? C.G.T. de trahison ! »

En 1927, ils sont prêts à dissoudre la C.G.T.U. pour entrer à la C.G.T. qui n'était ni plus ni moins réformiste qu'aujourd'hui. En 1931, ils font voter par le congrès de Magic-City : « Jamais d'unité par un Congrès de fusion ! »

C'est pourquoi, alors qu'à Japy les délégués confédérés avaient accompli un grand pas vers le congrès de fusion, la C.G.T.U. le repousse brutalement et affirme sa volonté de réaliser l'unité par une lutte impitoyable contre les chefs réformistes et les minoritaires, « ces agents de la bourgeoisie ».

Nous sommes fixés.

Jusqu'à Magic-City, nous avions gardé l'espoir que la C.G.T.U., malgré ses dirigeants, resterait fidèle à ses engagements et à son titre. Pendant des années, nous avons retenu des camarades moins patients en leur certifiant — en toute bonne foi — qu'elle voulait réellement l'unité par un congrès de fusion. Aujourd'hui, nous sommes contraints de leur dire :

La C.G.T.U. ne veut plus de l'unité. En devenant la doublure d'un parti politique, elle était devenue antisyndicale. Maintenant, pour obéir à ce parti, elle est devenue antiunitaire. Comme l'écrit Antoine Richard, « elle ne mérite même pas de durer ».

Notre place n'est plus dans son sein.

Contre la folie anti-unitaire du P.C.

Pour essayer de masquer leur attitude scissioniste, les dirigeants de la C.G.T.U. et du P.C. ont invente la formule des « Comités d'unité » qui, avant longtemps, aura rejoint toutes les autres formules de même origine dans le magasin des accessoires.

La réalité, c'est que le parti communiste ne veut pas de l'unité. Il n'en veut pas parce qu'il lui faut, à tout prix, avoir sa centrale syndicale pour y placer des permanents qui font sa propagande auprès des masses ouvrières. Il ne veut pas d'une C.G.T. unique parce que celle-ci aurait certainement la prétention de se diriger elle-même. Il ne vise rien moins qu'à rassembler autour de sa C.G.T.U. la masse des salariés en vidant la C.G.T. En un mot, il emploie sur le plan syndical la même tactique que sur le terrain politique.

Libre à lui. Nous ne voulons pas, quant à nous, nous engager à sa suite dans cette expérience dont l'issue ne fait aucun doute : la marche à reculons opérée depuis quatre ans par la C.G.T.U. ne permet nul espoir. Nous le disons à ceux qui croient améliorer leur situation catastrophique en chassant les minoritaires de leurs rangs et en lançant la C.G.T.U. dans la bataille électorale actuelle pour « dé-

(1) Nous en connaissons au moins 4 pour la 16e U. R.

masquer les social-fascistes et pour soutenir le P. C. », selon la formule de Claveri dans la « Vie Ouvrière » du 5 février 1932.

A l'heure où tant de travailleurs souffrent si durement ; à l'heure où de si graves dangers menacent tout le prolétariat, celui-ci ne doit pas servir de cobaye pour des expériences de ce genre.

Il est plus que temps de désarmer les diviseurs de la classe ouvrière !

Il est plus que temps de leur faire comprendre qu'en opposant les syndiqués les uns aux autres, ils font le jeu de la bourgeoisie !

Que tous les militants syndicalistes, encore adhérents à la C.G.T.U., se dressent face aux saboteurs du mouvement syndical révolutionnaire et leur crient de toutes leurs forces : Assez de sottises ! Assez de divisions ! Vive l'unité !

En ce qui nous concerne, nous refusons de continuer plus longtemps à leur verser nos cotisations pour leur funeste besogne.

La situation dans l'Enseignement

Cette décision de quitter la C.G.T.U. n'a pas été prise à la légère par les syndiqués du Finistère, surtout qu'il leur a fallu rompre avec la vieille Fédération de l'Enseignement, à laquelle ils étaient tous très attachés par une communauté d'idéal et aussi par le souvenir des luttes passées.

Notre attachement à la Fédération était si profond que nous avons tenté d'obtenir la tenue d'un congrès fédéral extraordinaire, à Pâques, afin de rechercher, avec les autres militants, la possibilité de maintenir l'unité fédérale même si l'unité confédérale était rompue. Ce congrès ayant été refusé par nos militants responsables, la situation devenait nette.

A la réflexion, nous pensons qu'il vaut mieux que cela se soit passé ainsi. Nous sentons que nous aurions commis une faute, dans les circonstances actuelles, en nous accrochant sentimentalement à une organisation qui piétine, au lieu de nous lancer carrément dans la masse du personnel par la voie de l'unité à la base.

Il importe, en effet, de tenir compte de la situation de notre corporation. Il faut savoir, pour juger sainement notre décision, que sur 150.000 corporants environ (instituteurs, professeurs, étudiants pour l'enseignement...) *quelques petits milliers, à peine le quarantième*, sont à la Fédération unitaire. Répartis entre une soixantaine de départements, ces adhérents constituent le plus souvent des syndicats squelettiques, incapables de la moindre action de masse et même de la moindre action tout court. Pour donner une idée de leur faiblesse, il nous suffira de dire qu'il faut aligner les vingt-huit plus petits d'entre eux pour atteindre l'effectif de notre syndicat du Finistère !

Aussi s'explique-t-on parfaitement l'attitude de beaucoup de militants de la Fédération qui, pour être au contact de la masse, adhèrent aussi au Syndicat National (confédéré).

De même, n'est-on pas surpris de voir la Fédération être contrainte d'abandonner, l'un après l'autre, des mots d'ordre — parfois bien anodins — qu'elle avait adoptés dans ses congrès.

Ce fut le cas pour la transmission directe des bulletins d'inspection aux adjoints. Parmi les nombreux syndicats intéressés à cette action, il ne s'en est trouvé que deux, *deux syndicats minoritaires !* (les Côtes-du-Nord et le Finistère) pour appliquer sérieusement le mot d'ordre fédéral. Les syndicats de l'extrême-gauche (qu'ils disent !) n'ont pas bougé et les syndicats centristes ont adopté la même attitude. Rien de fait dans le Morbihan où Rollo dirige pourtant un des gros syndicats de la Fédération. Quant au syndicat « moyen » du Maine-et-Loire, celui des Bouët, n'a-t-il pas, après discussion en A.G., autorisé son secrétaire à flancher parce qu'il était menacé d'un blâme par l'Inspecteur d'Académie ? Cela n'a d'ailleurs pas empêché Bouët de dire, à notre réunion de Quimper, que c'est le syndicat du Finistère qui tombe dans le réformisme !

On peut aujourd'hui, sans manquer d'objectivité, affirmer que la Fédération unitaire de l'Enseignement, tout comme la C.G.T.U., ne peut plus espérer attirer à elle une fraction importante du personnel. Depuis longtemps déjà, la plupart de ses petits syndicats ont une allure de cellules communistes et ne recrutent pas. D'autre part, l'attitude antisyndicaliste et scissionniste de la C.G.T.U. a créé un profond malaise dans les autres syndicats (1). On le sent bien à la lecture des bulletins départementaux: pour essayer de briser le fort courant qui se manifeste partout pour l'unité à la base, des militants s'ingénient à masquer la faillite unitaire pour ne monter en épingle que celle de la collaboration des classes pratiquées par la C.G.T., faillite que personne parmi nous ne songe à nier.

Ce qu'il faut avoir le courage de dire, c'est que les deux Fédérations de l'Enseignement, comme les deux C.G.T., sont incapables de remplir leur rôle : les organisations unitaires tournent dans le vide la plupart du temps et les organisations confédérées ont, en général, peur de la lutte.

Ceux qui ont au cœur un amour sincère pour la classe ouvrière, une haine féroce contre le capitalisme, un désir ardent de lutter pour la libération du prolétariat ne peuvent que réclamer la fin d'un tel état de choses qui n'a que trop duré. Il faut, au plus tôt, mêler les nombreux militants unitaires à la masse des syndiqués confédérés. Il faut, au plus vite, combler le fossé creusé par la scission, au seul profit de nos maîtres !

Continuelles hésitations centristes

A ce sujet, nous reprocherons — sans acrimonie — à nos camarades centristes de la direction fédérale leurs continuelles hésitations face aux graves problèmes de l'heure. Malgré leur position intermédiaire, peu stable, ils sont, tout comme les autres.

(1) Un exemple typique : Au Syndicat de la Gironde — en majorité centriste — l'A.G. du 21 janvier 1932 vote par 10 voix contre 4 une motion condamnant les fusions partielles. Mais la même A.G. par 9 voix contre 5 repousse une déclaration de fidélité à la C.G.T.U. Elle ne refuse que par 8 voix contre 6 la mise à l'étude de la motion suivante : « Est-il possible de rester à la Fédération unitaire de l'Enseignement sans prendre de cartes à la C. G. T. U. ? »

ballotés par le remous des pirouettes communistes.

Ils se prononcent aujourd'hui pour « le front unique d'organisation à organisation » alors qu'en 1929, ils nous raillaient en ces termes : « Les minoritaires en sont encore aux propositions vaines de front unique à l'adresse des chefs confédérés ! »

Ils se prononcent maintenant pour l'unité par un Congrès de fusion, alors qu'en 1930 ils affirmaient que « l'unité n'est ni possible ni souhaitable ».

Ils dénoncent sans cesse la position d'autonomie commme antisyndicale, mais ils ne ménagent pas leurs félicitations à nos camarades de la Fédération autonome des fonctionnaires qui continuent à vouloir demeurer en dehors des C.G.T. existantes.

On n'a pas non plus oublié que les militants actuels de la tendance centriste étaient autrefois les lieutenants dévoués de Monmousseau dans la lutte violente contre les minoritaires, défenseurs de l'indépendance du syndicalisme. Selon ces camarades, cette indépendance n'était pas en danger et personne ne pouvait la violer. Mieux, ils affirmaient le plus sérieusement du monde qu'un parti ne pourrait jamais, même s'il en avait le désir, subordonner le mouvement syndical.

Bref, ils ont nié les manœuvres de subordination exercées par le parti communiste jusqu'au jour où eux-mêmes en ont senti la gravité pour la vie de leur fédération. Ils étaient aveugles ou indifférents, quand les procédés de domestication étaient employés à côté, chez les Mineurs, les Marins ou les Métallurgistes. De ce fait, leur attitude a favorisé le travail des désagrégateurs des syndicats unitaires.

Les dirigeants de la Fédération de l'Enseignement n'ont rompu avec la majorité confédérale qu'à notre Congrès de Besançon (1929). La cassure s'est manifestée à l'occasion de la discussion sur le Manuel d'Histoire de France et plus particulièrement sur les incidents de l'Ecole Normale de Quimper qui, on peut le dire, ont obligé les centristes d'aujourd'hui à prendre position contre le syndicalisme de secte en honneur à la C.G.T.U.

Le mouvement des normaliens de Quimper

Nous avons eu l'occasion, dans la R.P. du 15 juillet 1929, de raconter ce mouvement, le plus beau qu'on ait jamais vu en France chez des étudiants de 17 à 20 ans.

On se souvient que pour protester contre une aggravation stupide de leur régime intérieur, les normaliens refusent de participer à la fête des écoles de Quimper le samedi soir. Consignés le dimanche, ils subissent le lundi un interrogatoire inqualifiable à la suite duquel ils décident la grève des études du soir. Le mardi, nouvel interrogatoire pour découvrir les meneurs : promesses, appels à la délation, menaces... Le directeur et l'inspecteur d'Académie se heurtent à la superbe unanimité de 109 jeunes hommes énergiquement et solidairement dressés contre des mesures idiotes et des procédés avilissants.

Alors, c'est le licenciement de l'école qui durera trois semaines.

Aussitôt, le syndicat dénonce ce scandale, fixe les responsabilités, réclame des sanctions contre les chefs incapables, alerte immédiatement le personnel dans un meeting très réussi, fait connaître aux parents qu'il approuve et soutient les élèves-maîtres, aide ces derniers de toutes les façons, prépare des réunions de normaliens avec le concours de ses militants, prévoit des tracts, des affiches, des meetings publics. Bref, il a su faire tout son devoir sans perdre une minute. Aussi, un de ses plus acharnés détracteurs, Charlot, secrétaire de l'Union Fédérale des Etudiants, le remercie vivement pour l'action entreprise et écrit : « Le Syndicat du Finistère a pris énergiquement, dès le début, la défense des normaliens en lutte ».

Mais tout change du jour où les militants de ce syndicat refusent net de passer sous les ordres des diverses organisations communistes qui gravitent autour de la Fédération de l'Enseignement : Union Fédérale des Etudiants, Groupes des Jeunes, Internationale de l'Enseignement.

La bande des briseurs de grève Cogniot et Cie accumule alors sottise sur sottise. D'abord, une A.G. des normaliens — toujours licenciés — convoquée à Quimper, malgré nous, brise l'unanimité de nos jeunes camarades. Au cours de cette A.G. qui ne réunit même pas 50 normaliens sur 109, on daube tant et plus sur le syndicat, on vote des appels à la solidarité à « la ligue des jeunes instituteurs de Prusse » et aux « Etudiants prolétaires de l'U.R.S.S. » ! Toujours le bluff, la démagogie, le ridicule...

Ensuite un meeting public à Quimper fait le jeu de l'administration. Les divers orateurs communistes, oubliant les vraies causes de la révolte des élèves-maîtres, sabotent le magnifique mouvement en le liant, faussement, aux mots d'ordre du P.C. pour la journée rouge du 1er août et pour la lutte contre la guerre.

Par sectarisme, en voulant politiser cette grève de jeunes, ils la brisent ! Et ils reprennent le train, abandonnant leurs victimes qu'ils laissent dans une situation autrement mauvaise qu'à leur arrivée.

Les briseurs de grève partis, le syndicat reprend la direction de la défense des normaliens, se tient en liaison étroite avec eux. La rentrée a lieu mais il y a 14 exclusions ou déplacements Aussitôt, les militants s'occupent des camarades exclus, raniment la confiance des autres. Grâce à eux, la superbe grève de solidarité déclenchée dès le lendemain de la rentrée par les normaliens, en faveur de leurs camarades frappés, a pu durer 48 heures et n'a pas pris fin sur une débandade. Grâce au syndicat, aucune des victimes du mouvement n'est restée sur le carreau.

En revanche, le P.C. et la C.G.T.U. ne ménagent pas leurs insultes aux militants du Finistère, « le sinistre état-major », selon l'*Humanité*, qui fut condamné, à la demande des Cogniot-Charlot, par tous les syndicats communistes de l'Enseignement, les groupes de jeunes, avant le Congrès fédéral de Besançon, avant d'avoir été entendu par eux ! La direction de la Fédération n'osa pas se dresser publiquement contre cette campagne d'injures.

Et nous voici au Congrès de Besançon, dans une atmosphère de bataille. Les partisans de la majorité confédérale s'étaient divisés la veille sur la question de la grève de Quimper. Les uns, porte-parole du P.C. et de la C.G.T.U., approuvent toutes les injures publiées contre le « sinistre état-major » et réclament un blâme contre le syndicat du Finistère.. afin de provoquer son départ de la Fédération. Les autres, les futurs centristes, s'y opposent, surtout

pour sauver l'unité fédérale. Trop pour cela et pas assez pour la défense de la vérité.

Au cours des débats, au moment où toutes les armes étaient utilisées par les amis de Monmousseau contre le Syndicat minoritaire du Finistère, les centristes hésitent encore une fois à prendre position d'une façon nette. Ne couvrent-ils pas, par esprit de parti, le mensonge de l'unique normalien qui s'était fait l'auxiliaire des briseurs de grève Cogniot-Charlot-Delanoue ? Dans leur souci de ménager les nouveaux détenteurs de la ligne, tout en désapprouvant les injures adressées aux militants finistériens, ne déclarent-ils pas reconnaître la prétendue radicalisation des normaliens et regretter l'incompréhension générale de la situation ? Ils savaient bien, pourtant que le Syndicat du Finistère avait fait tout ce qu'il était possible de faire, ce qu'aucun autre syndicat n'aurait sans doute pu réaliser. Ils n'ignoraient pas non plus que l'équipe Cogniot faussait les faits et mentait cyniquement. Alors, pourquoi n'ont-ils pas défendu énergiquement notre syndicat contre les calomnies des saboteurs du mouvement de Quimper ?

Enfin, jamais encore, on n'a su ce que le Parti communiste voulait obtenir d'eux en ce moment-là. Jamais ils ne l'ont dit publiquement. C'est là une grosse faute car, non seulement, la Fédération avait le droit de connaître les véritables raisons de sa rupture avec la majorité confédérale, mais elle avait le devoir de démasquer ouvertement les manœuvres de ceux qui se préparaient à faire voter le rôle dirigeant du P.C. par le Congrès de la C.G.T.U. Si les centristes avaient parlé à temps et avec force, s'ils avaient joint courageusement leur protestation à celles des autres adversaires de la subordination, la C.G.T.U. ne serait peut-être pas là où elle est aujourd'hui.

Les Centristes contre la C.G.T.U.

Depuis, il faut le reconnaître, les centristes ont pris une position plus nette contre la direction de la C.G.T.U. Ils reprennent à leur compte les nombreuses critiques faites par les minoritaires et ils déplorent, au sujet de Magic-City, que « malgré le lourd passif de deux années de folie, un vote de confiance ait passé l'éponge sur une gestion insensée ».

Evidemment, le bureau confédéral riposte, avec sa brutalité coutumière, à ses nouveaux adversaires qu'il veut chasser de la direction de la Fédération de l'Enseignement. Pour cette besogne, il sait qu'il peut compter sur le concours sans limite de ses partisans, organisés dans notre corporation, sous le nom de « minorité oppositionnelle révolutionnaire » (M.O.R.) et sous la direction du « jeune » syndicaliste Bouthonnier, l'ex-maire de Périgueux, actuellement permanent du parti.

Et la lutte se déroule, violente et âpre, autour du bureau de la Fédération de l'Enseignement et de son hebdomadaire pédagogique et social : l'*Ecole Emancipée*.

Lutte identique à celles que nous avons vu se livrer dans plusieurs autres fédérations. On a recours aux mêmes méthodes et les mêmes « arguments » sont utilisés. Constatez plutôt.

Les centristes sont des « traîtres, des renégats, des délateurs », parfois des « indicateurs de police ». « Le bureau fédéral se rend coupable de moucharbage ». « Les centristes sont des saboteurs, ils soutiennent le pouvoir bourgeois ; ils se font les complices de la répression »....

A ces élucubrations au cachet spécial, les militants centristes répliquent, avec raison : « Nous disons que les ultra-gauchistes de la phrase ne sont nullement à notre gauche. Ils sont, en fait, des auxiliaires de la bourgeoisie, des contre-révolutionnaires puisque toute leur action a pour effet de démolir les organisations de lutte. » Et les centristes ajoutent : « Rien ne désarmera la M.O.R., aucun scrupule ne l'arrêtera. Elle distillera l'injure et la calomnie contre les militants. Elle videra, s'il le faut, les syndicats : tous les moyens lui seront bons pour s'emparer de la Fédération, même s'il n'en reste que des ruines ». « Pour atteindre ce but, tous les moyens sont bons : le bluff, le mensonge, la muflerie, la calomnie »....

Quand on en arrive à ce stade de la « discussion » entre camarades d'une toute petite fédération, il n'est pas osé de dire que l'unité de cette organisation est virtuellement brisée. Et nous aurions eu grandement tort, nous militants du Finistère, de sacrifier l'unité de notre syndicat pour rester coûte que coût adhérents à cette Fédération si profondément menacée.

La lutte de la C.G.T.U. et du P.C. contre leurs opposants a complètement transformé la vieille Fédération de l'Enseignement. Celle-ci est morte à Besançon en 1929. Et la Fédération actuelle mourra quand les Bouthonnier et autres Cogniot auront réussi à y planter leur drapeau de démolisseurs.

Heureusement qu'ils seront nombreux les anciens militants de cette vieille et vaillante Fédération pour continuer ailleurs, au sein de leur classe, leur propagande révolutionnaire. Car, si la machine à faire le vide nous contraint, les uns après les autres, à changer d'organisation, elle ne réussira pas à affaiblir notre volonté de travailler à bâtir un mouvement ouvrier assez fort pour briser impitoyablement tous les phraseurs, tous les semeurs de division, et assez puissant pour se dresser victorieuement en face du capitalisme.

La situation de notre Union régionale

(16e U. R. Brest-Lorient)

Il est indispensable, pour que le tableau soit complet, que nous donnions aussi un aperçu de la situation dans notre Union régionale bretonne. Là encore, à un degré effrayant, les ravages des bolchévisateurs se sont fait sentir. Qu'on en juge.

En 1926, 40.592 timbres avaient été payés à l'U.R. En 1931, ce nombre est tombé à 16.480 !

En 1929, il y avait 48 syndicats. En 1931, à peine 30 syndicats sont debout et encore leur vie est peu brillante. Au Congrès des 27 et 28 février derniers, 13 syndicats étaient seulement représentés.

Dans cette région essentiellement maritime et où les usines d'alimentation sont très nombreuses, il n'a été placé, en 1931, que 155 timbres (1) chez les ma-

(1) Dont 100 au Syndicat unique du *Bâtiment-Marins* de Pouldavid.

rins et 390 chez les travailleurs de l'Alimentation !

Pas un seul marin syndiqué dans la ville rouge de Douarnenez (même pas ceux qui sont conseillers municipaux communistes !) *Pas un seul marin syndiqué dans la populeuse région de Penmarch, aux nombreux ports !*

En deux ans, la gestion insensée de la C.G.T.U. et de ses permanents régionaux a fait perdre à notre U.R. plus de la moitié de ses adhérents. En outre, au 1er janvier dernier, le trésorier de l'U.R. établissait que sur 100 syndiqués, il y en avait 85 des travailleurs de l'Etat et seulement 15 de l'industrie privée.

Depuis cette date, plusieurs syndicats ont encore quitté la C.G.T.U. si bien que la situation ne fait qu'empirer. Dans son rapport d'activité, la direction de l'U.R. est obligée de reconnaître la gravité de l'affaiblissement des syndicats unitaires. Elle ajoute même : « On ne peut qu'incriminer la mauvaise politique organisatrice de l'U.R. depuis plusieurs années ».

Ce qu'elle ne dit pas, c'est que sa lutte outrancière contre les minoritaires, et en particulier contre ceux de l'Enseignement, est aussi pour quelque chose dans ce manque de résultats. Elle a exclu les minoritaires de la Commission exécutive voici un an. Aujourd'hui, elle supplie son Congrès annuel de « désigner pour la C.E. des camarades pouvant être utiles à la région, n'ayant pas peur d'ouvrir la bouche et qui répondront aux convocations. La moitié des membres actuels furent absents à chaque C.E. ».

Enfin, comble de la démocratie syndicale à la sauce du jour ! « *De janvier à juillet, il n'y eut aucune réunion du bureau.* Pendant l'année 1931, un seul Comité général eut lieu et il fut entièrement consacré au conflit du secrétaire Le Guen avec les syndicats de Lorient ! »

Faut-il s'étonner après tout cela de trouver dans le même rapport cette lamentable confession : « La Commission exécutive se présente aujourd'hui devant le Congrès des Syndicats de la région avec un bilan négatif. »

Bilan négatif, chute catastrophique des effectifs, perte d'influence, nécessité d'améliorer nos méthodes, etc... sont des clichés que les permanents unitaires emploient à satiété du haut au bas de l'échelle confédérale. Ils feraient bien mieux d'ouvrir les yeux pour voir la réalité. Et il feraient encore mieux si, ayant enfin découvert cette triste réalité, ils avaient le courage de réclamer avec nous qu'on y mette fin, le plus rapidement possible, par la reconstitution de l'unité syndicale.

Ce serait trop beau !

Pour la fusion à la base

Après le vote de Magic-City, devant une pareille situation de tout le mouvement unitaire, nous n'avons pas voulu lâcher la proie pour l'ombre. Suivant les conseils de Lénine, nous avons décidé de rester avec la masse de nos camarades qui refusaient de cotiser plus longtemps à une C.G.T. antiunitaire.

Nous n'avons pas voulu laisser nos adhérents s'en aller par centaines, écœurés par les bêtises des dirigeants communistes. Ils étaient venus à l'organisation syndicale lutte de classes, unitaire et ouverte à tous ; ils s'en vont parce que celle-ci s'installe dans le syndicalisme de secte et dans la scission. Peut-on les blâmer ?

De nombreux camarades, qui étaient partisans de rester à la C.G.T.U. pour ne pas quitter la Fédération, se sont inclinés devant la majorité afin de sauvegarder l'unité du syndicat. Avec raison, ils estiment que l'unité du syndicat — la véritable cellule du syndicalisme — est sacrée et que pour ne pas la détruire, la minorité doit savoir faire des sacrifices.

C'est que les uns comme les autres, nous n'oublions pas non plus les événements de ces dix ou douze dernières années, au cours desquelles les syndiqués du Finistère ont su réussir de si beaux mouvements d'action directe grâce à leur nombre, à leur combativité et à leur cohésion. Nous nous défions tous des groupuscules sans force et sans influence sur les collègues. Notre désir est d'accroître toujours davantage la puissance du syndicat car, de plus en plus, — et les grèves des examens en sont la preuve — la masse n'ira à la bataille que là où il y aura une organisation solide, active, pour l'entraîner.

Et c'est pour cela que nous désirons tant l'unité syndicale.

Nous aurions voulu que celle-ci se réalise par un congrès de fusion. Nous pensions et pensons encore que ce congrès de fusion était le meilleur moyen de refaire l'unité totale de la classe ouvrière. Il nous paraissait possible de l'obtenir assez rapidement avant Magic-City : d'un côté, se produisait la puissante manifestation unitaire des délégués confédérés à Japy ; de l'autre, Monmousseau écrivait dans l'*Humanité* du 15 septembre 1931 — avant d'aller à Moscou prendre les ordres de l'I.S.R. pour le Congrès de sa Centrale — : « La C.G.T. U. propose l'organisation du Congrès national d'unité qui réalisera à la base l'unité de tous les ouvriers et la fusion de tous les syndicats existants dans une C.G.T. unique ».

Après Magic-City, nous devons faire notre deuil du Congrès de fusion quoi qu'en pensent des camarades qui s'obstinent à le réclamer. La C.G.T. accepte la fusion à la base. La C.G.T.U. ne veut pas entendre parler de fusion ni à la base ni au sommet. Elle ne veut d'ailleurs pas de l' « unité totale » (Déclaration de Gitton, *Humanité* du 15-1-32). Elle ne préconise qu'un Congrès d'unité, dirigé par elle et qui ne pourrait même pas discuter de son affiliation internationale (Déclaration du délégué de l'I.S.R. à Magic-City).

Malgré tout, des camarades disent qu'il faut patienter encore, que la C.G.T.U. peut exécuter un nouveau tournant et accepter bientôt le Congrès de fusion.

Nous serions les premiers à nous en réjouir, mais nous n'y croyons pas du tout. Comme Serret, secrétaire de la Fédération de l'Enseignement, nous ne conservons plus « aucun espoir de redressement de la C.G.T.U. » (Bulletin Ardèche, janvier 1932). Pourquoi ?

D'abord, parce que nous prenons au sérieux les décisions de congrès et que nous les savons valables tout de même pour deux ans. Ensuite parce que nous voyons l'I.S.R. faire la scission en Allemagne, en Espagne... et créer partout des syndicats communistes. Enfin, parce que nous avons lu récemment la déclaration de Losovski, selon laquelle l'I.S.R. ne saurait admettre le moindre recul sur les positions prises actuellement par la C.G.T.U.

Dès lors, estimant que la comédie autour de l'unité n'a que trop duré, nous adoptons le seul moyen qui reste de réaliser le maximum d'unité possible en ce moment : *la fusion à la base*, après avoir obtenu les garanties indispensables pour la vie et le travail en commun dans le syndicat unique que nous voulons constituer.

C'est la bonne voie !

Puisque, d'après Losovski « l'unité syndicale, c'est un pas énorme vers la révolution, car créer l'unité de tout le mouvement syndical, c'est créer une force formidable contre la bourgeoisie », en réalisant notre unité à la base nous sommes dans la bonne voie: un peu vaut mieux que rien !

Nous ne comprenons pas comment des camarades minoritaires affirment qu'en agissant ainsi nous affaiblissons le mouvement syndical révolutionnaire.

Comment pourrions-nous affaiblir un mouvement qui, d'après nos camarades centristes eux-mêmes, est déjà « incapable de réaliser ses objectifs » et que « par leurs erreurs et leurs folies, ses chefs conduisent fatalement à sa perte » ?

La force du mouvement syndical ? Ah ! malheur, il ne s'agit pas de l'affaiblir mais de la créer.

Et puis, est-ce vraiment faire preuve de plus de révolutionnarisme que de ne pas tout tenter pour sortir du marasme syndical actuel ? Que de jurer fidélité à la C.G.T.U. malgré tout ? Que de tant s'effrayer du réformisme de la C.G.T. ? Mais, que devient dans tout cela l'intérêt du prolétariat ?

Il est archi-prouvé depuis longtemps que la scission a fait un mal incalculable à la classe ouvrière; qu'elle a favorisé et favorise encore la répression ; qu'elle a eu pour conséquence de faire s'embourber une C.G.T. dans la collaboration de classes, pendant que l'autre s'engageait à fond dans le syndicalisme de secte ; qu'elle a grandement servi les intérêts de la bourgeoisie.

Dès lors, l'intérêt de la classe ouvrière ne commande-t-il pas de réunir, au plus tôt, en un faisceau, les syndiqués auxquels viendraient vite se joindre les inorganisés que nos divisions éloignent ?

Devant l'opposition des chefs et surtout des directeurs de conscience des chefs unitaires, il n'y a qu'une seule chose qui puisse les obliger à changer d'attitude, c'est que les syndicats, en grand nombre, fusionnent à la base !

Se lamenter, protester, crier son désir d'unité, ne servent plus à rien. Voilà des années qu'on le fait à peu près en pure perte. *Ce qu'il faut, c'est agir et agir vite ! Aller où sont les masses !*

Ce qu'il faut, c'est faire l'unité partout où c'est possible, sans se laisser émouvoir par les criailleries et les injures des permanents accrochés à la scission. Qu'on se dise bien que les agents de la bourgeoisie, les contre-révolutionnaires ne sont pas ceux qui font l'unité, mais ceux qui ne veulent pas la fin de nos divisions et de nos luttes fratricides.

L'heure de l'unité a sonné. Aux militants de prendre leurs responsabilités, toutes leurs responsabilités!

En avant pour l'unité et pour le syndicalisme révolutionnaire !

De plus en plus, la situation s'aggravera dans les syndicats unitaires, les départs individuels se multiplieront et les camarades resteront chez eux. Si la C.G.T.U. recrute un peu ces temps-ci, c'est surtout parmi les chômeurs à qui elle distribue des cartes gratuitement. Ces adhésions très provisoires ne combleront pas les vides laissés par les départs nombreux de syndicats sur lesquels la presse communiste fait le silence complet. Ce n'est pas cela qui redonnera confiance à la masse des syndiqués unitaires qui, elle aussi, attend l'unité.

Que les camarades minoritaires de la C.G.T.U. y pensent sérieusement. Surtout ceux d'entre eux qui semblent emboiter le pas aux majoritaires pour dénoncer les fusions à la base et pour condamner leurs camarades qui en sont partisans.

Nous leur donnons tort car ils rejoignent ainsi, sans le vouloir, les adversaires du syndicalisme révolutionnaire. Et nous estimons, nous, que le devoir de tous les minoritaires, quelle que soit leur C.G.T., est de se serrer les coudes pour que ce syndicalisme — le nôtre — ne sombre pas dans la tourmente actuelle.

En ce qui nous concerne, nous voulons conserver le contact avec les camarades minoritaires de la Fédération pendant la séparation que nous souhaitons très courte. Mais nous ne pourrons le faire que dans une atmosphère de confiance réciproque qui n'existe pas suffisamment à cette heure. Et cependant, notre attitude n'autorise personne à nous suspecter.

Les militants du Finistère ne sont pas de ceux qui ont tout à apprendre du mouvement syndical. Plusieurs d'entre eux ont déjà mené la lutte, à l'intérieur de la vieille C.G.T., contre les Jouhaux, les Glay, les Dumoulin. Depuis, ils n'ont jamais quitté le chemin de la lutte des classes et de l'action directe. Ils n'ont jamais craint de se mêler directement aux luttes ouvrières et aux grèves. Ils n'ont jamais eu peur d'être noyés dans la masse. Au contraire, ils ont su l'entraîner, à diverses reprises, dans des manifestations qu'aucun autre syndicat de l'Enseignement ne peut se vanter d'avoir connues.

Qu'on ne vienne donc pas les accuser de glisser au réformisme, d'être las de lutter, de passer avec armes et bagages « chez les ennemis » parce que les sottises des dirigeants communistes les contraignent à changer d'organisation !

Qu'on ne vienne surtout pas dire, comme le faisait méchamment Bouët à notre A.G. de Quimper, que demain à la C.G.T. « ils seront les complices de la politique guerrière de Jouhaux. » Ce sont là des procédés de discussion qui ne prouvent que le manque d'arguments de celui qui les utilise !

Demain comme hier, où qu'ils soient, les militants du Finistère défendront le syndicalisme révolutionnaire, aussi éloigné du syndicalisme de collaboration que du syndicalisme de secte.

Demain comme aujourd'hui, ils appelleront les travailleurs à réaliser, au plus vite, leur unité syndicale qui décuplera leurs forces.

Ils les engageront à réaliser cette unité « avec les chefs, si ceux-ci la veulent ; sans eux, s'ils sont passifs, et contre eux s'ils résistent.

Mais l'unité se fera !

Et avec l'unité viendra la victoire du prolétariat. »

Josette et Jean CORNEC.

SOUSCRIVEZ POUR LES GRÈVES !

LETTRE D'ALLEMAGNE

L'Élection Présidentielle

Jamais peut-être la tension politique dans toutes les couches de la population allemande n'a été aussi grande qu'au moment du premier tour de l'élection présidentielle le 13 mars dernier.

Sur les caractères des groupes en lutte aucun doute : dictature fasciste, régime des décrets-lois de Brüning, mouvement prolétarien révolutionnaire. Il semblait que la partie consciente du prolétariat ne pouvait suivre que ce dernier car jamais, depuis que les socialistes participent au pouvoir, la classe ouvrière n'a subi d'aussi lourdes défaites que sous le régime Brüning. C'est grâce aux décrets-lois de Brüning que les salaires ainsi que les indemnités versées par les Assurances Sociales ont été considérablement diminués, et la classe ouvrière réduite à la faim et à la plus atroce misère. C'est également grâce à Brüning que la terreur fasciste a pu s'exercer impunément contre les ouvriers. C'est le ministère de l'Intérieur Grœner — ami de Brüning — qui protège les violences des fascistes, leur procure ouvertement des arguments, couvre leurs illégalités d'un semblant de légalité et leur ouvre enfin la Reichswehr, qui jusque là leur était interdite. Sous le régime Brüning, la justice acquitte les fascistes-assassins, alors qu'elle jette en prison pour de longues années l'ouvrier qui cherche à se défendre. Brüning lui-même a avoué à maintes reprises, soit au Reichstag, soit dans des réunions électorales, qu'il avait eu des pourparlers avec Hitler et Hugenberg en vue de constituer un ministère de coalition et que ce projet n'avait échoué qu'à la suite de l'intransigeance de Hitler et Hugenberg en ce qui concerne la distribution des portefeuilles. Or, le représentant du régime Brüning dans les élections présidentielles, est le maréchal Hindenburg ; et le maréchal Hindenburg a obtenu la quasi totalité des voix social-démocrates !

Quand, en 1925, Hindenburg fut candidat à la présidence du Reich, il fut alors combattu par la social-démocratie qui le considérait comme le représentant de la réaction et du militarisme. Aujourd'hui on le présente, lui, qui, plusieurs fois, proclama sa fidélité au Kaiser, comme le sauveur de la République ! Les syndicats, la bannière du Reich, le front d'Airaïn, toutes organisations ouvrières dirigées par les social-démocrates, ont été mobilisés pour la campagne électorale sous le mot d'ordre : « Pour battre le fascisme, votez pour Hindenburg ! » Pour comble, même une organisation des victimes de la guerre, dans laquelle la social-démocratie domine, faisait appel à ses membres pour qu'ils votent pour leur boucher, Hindenburg ! C'est ainsi que grâce aux voix ouvrières Hindenburg faillit obtenir la majorité absolue dès le premier tour.

Un échec grave a été subi par le parti communiste. Avant les élections, dans tous ses journaux et ses réunions, ce n'était question que de la « victoire certaine », du « grand nombre » des ouvriers social-démocrates qui avaient déclaré qu'ils voteraient pour Thälmann, etc., etc. Au lieu d'utiliser les élections pour former le front unique contre les fascistes, au lieu d'organiser, par le front unique, la masse ouvrière dans une action extra-parlementaire, le parti communiste se borna à vanter Thälmann comme s'il ne s'agissait que de l'élection de Thälmann et non d'une action contre le fascisme et le capitalisme.

Le résultat des élections fut pour les militants du parti communiste une lourde désillusion. L'insignifiante progression du nombre de voix par rapport à 1930 se trouve annihilée du fait de la plus grande participation des votants. Mais ce qui est surtout alarmant c'est la perte de voix que le parti subit dans les centres industriels, principalement à Berlin, forteresse du parti. Cela s'explique par le fait que c'est précisément là où il était le plus fort, que le parti put mener jusqu'à l'extrême son absurde politique à l'égard des syndicats.

La crise a atteint en Allemagne un degré jusqu'ici inconnu. Chômage, diminution des salaires, fermeture des usines, congédiements en masse, tout cela aurait dû donner au mouvement communiste une impulsion puissante.

Que dans des conditions objectives aussi favorables, il y ait eu un tel recul, cela devrait inciter la direction du parti à s'apercevoir que le parti fait fausse route, que ses théories du « social-fascisme » et de la « libération nationale » demandent une révision sérieuse. Le parti cependant, ainsi que le Commintern, trouve que tout va pour le mieux, et que le front révolutionnaire croît (article de fond de la « Pravda »). Si les résultats ont été si mauvais c'est simplement la faute des petits fonctionnaires du parti qui n'ont pas su réaliser les belles théories des « sommets ». Ainsi, au lieu de faire la fameuse autocritique, on fait tout juste de l'autotromperie, avec comme seul résultat que rien ne sera changé.

On continue à réchauffer la vieille théorie du social-fascisme — qui enlève aux ouvriers toute faculté de connaître l'essence même du fascisme — en se contentant d'ajouter aux social-fascistes les militants du « Parti Ouvrier Socialiste », récemment créé, et qui, en se séparant enfin de la social-démocratie, ont pris le chemin qui mène au Communisme.

Lorsque, en septembre 1930, les voix national-socialistes eurent fait un bond prodigieux, les journaux communistes écrivirent que le national-socialisme avait atteint son point culminant et que le mouvement descendant ne tarderait pas à se produire. Les faits ont démenti catégoriquement cette théorie ; les résultats de l'élection présidentielle ont même prouvé que le national-socialisme a gagné en influence dans les centres ouvriers. L'échec d'Hitler n'implique nullement que la menace d'une dictature fasciste en Allemagne ne soit pas disparue. Les fascistes continuent à se préparer fièvreusement pour la lutte et la prise du pouvoir ; il dépendra des ouvriers seuls qu'ils soient ou non en mesure de réussir. Il s'agit pour les travailleurs allemands de se protéger contre un esclavage pire encore que celui dans lequel ils vivent aujourd'hui.

La question est posée : « Réaliser le socialisme ou sombrer dans la barbarie ! »

J. F.

Berlin, avril 1932.

Contribution au centenaire de la mort d'Hegel

La formule scientifique de la dialectique

La plupart des publications révolutionnaires du monde entier ont consacré, ces temps derniers, des articles à Hegel, le philosophe allemand qui fut le premier maître de Marx, à propos du centenaire de sa mort. Profitons, nous aussi, de cet anniversaire, pour rappeler la profonde révision que Marx fit subir à la philosophie d'Hegel, et examiner si les progrès accomplis depuis lors par la science, ont confirmé ou infirmé le bien-fondé des vues de Marx à cet égard.

Dialectique hegelienne et dialectique marxiste

L'essentiel de la philosophie d'Hegel est la dialectique. Par ce mot quelque peu barbare, voici ce qu'entend Hegel : l'esprit procède et ne peut procéder que par **opposition** ; nous ne pouvons concevoir, raisonner, penser, qu'en opposant à une idée (thèse) l'idée contraire (antithèse) ; de l'opposition entre ces deux idées en naît une troisième (synthèse), qui résout la contradiction entre les deux précédentes.

Marx fit subir à cette conception une transformation radicale. Il déclara : ce n'est pas seulement la pensée qui procède par opposition, **ce sont les choses elles-mêmes.** Le monde se transforme continuellement, il est en « perpétuel devenir », or, cette transformation, cette évolution du monde se fait, elle aussi, « dialectiquement », c'est-à-dire que tout phénomène qui se produit dans le monde (thèse), engendre immédiatement son contraire (antithèse), et de l'opposition entre ces deux phénomènes contradictoires, naît un nouvel état de choses (synthèse).

Telle est pour Marx, et pour son ami Engels, la loi générale du monde.

Et c'est, en particulier, ajoutaient Marx et Engels, la loi du monde social. Comme tout le reste, les sociétés n'évoluent que dialectiquement, c'est-à-dire du fait seulement des oppositions, des antagonismes, des phénomènes contraires qui se produisent inévitablement dans leur sein. La société moderne par exemple, renferme une certaine classe, la bourgeoisie (thèse), mais celle-ci, de par son existence même, de par son propre fonctionnement, ne peut vivre sans qu'existe aussi une autre classe, le prolétariat (antithèse), qui est exactement le contraire d'elle-même, dont les intérêts, la vie, la mentalité sont opposés aux siens ; du choc de ces deux classes contraires, naîtra un nouvel état social, un nouveau mode de société, la société communiste (synthèse).

La doctrine de la lutte de classes, le fait proclamé par Marx que toute l'histoire se réduit à l'histoire de la lutte des classes, n'est donc que l'application à cette branche particulière de la vie du monde qu'est la vie sociale, d'un principe général, qui s'appliquerait au monde entier, au monde matériel tout autant qu'au monde des hommes.

On voit par là que la question capitale, celle dont dépend, en dernière analyse, la vérité ou la fausseté du marxisme, est celle-ci : est-il vrai que le monde, dans son ensemble, procède par constantes oppositions, par des suites ininterrompues de thèses et d'antithèses, se résolvant par des synthèses ? Que la contradiction soit la loi du monde, n'est-ce là qu'une vue de l'esprit, une affirmation plus ou moins gratuite, ou bien au contraire, une chose contrôlable, que la science peut mesurer et certifier ?

C'est la question que Marx et Engels ne pouvaient pas ne pas se poser, et Engels a essayé d'y répondre dans l'un de ses derniers écrits (1). La réponse donnée par Engels est très faible. Elle ne pouvait pas ne pas l'être, parce qu'à l'époque, les observations scientifiques n'avaient point encore été assez poussées, et surtout assez coordonnées les unes avec les autres, pour qu'ait été établi, sous la forme d'une loi rigoureuse et unique, le caractère dialectique des phénomènes physiques.

Il n'en est plus de même aujourd'hui.

Sans aucune préoccupation philosophique, et même, sans doute, dans l'ignorance à peu près complète de la philosophie hegelienne, un savant de laboratoire, le Châtelier, formulait dans les dernières années du siècle dernier, sous le nom de « loi de l'opposition de l'action et de la réaction », une loi scientifique qui fut, aussitôt, universellement admise, et qui est exactement, littéralement même pourrait-on dire, la formule même de la dialectique. Mais au lieu de l'affirmation vague et non prouvée de la philosophie, il s'agit ici d'une loi scientifique, précise et appuyée sur des mesures. Cette loi est absolument générale ; il n'y a guère que la loi de la conservation de l'énergie qui soit aussi générale ; elle s'applique dans tous les domaines de la science, à tous les phénomènes mesurables, à quelqu'ordre qu'ils appartiennent. Elle n'est d'ailleurs que la réunion en une même formule, de lois particulières qui avaient été découvertes peu à peu dans chaque science.

---

(1) *Anti-Dühring*. Ch. XIII de la 1re Partie, dans la dernière partie du chapitre.

La loi de « l'opposition de l'action et de la réaction »

Qu'est cette loi ?

Elle est la constatation de ceci : lorsqu'un ou plusieurs corps se trouvent en équilibre, c'est-à-dire lorsque rien ne tend à se produire, si, par la suite, un facteur quelconque est modifié, l'équilibre est rompu, et il se produit, aussitôt, spontanément, un phénomène **qui tend à faire revenir le facteur modifié à sa valeur première** et aboutit finalement à un **nouvel équilibre.** Autrement dit, dès que quelque chose se produit (thèse), il se produit un phénomène antagoniste qui tend à s'y opposer (antithèse), et de ces deux actions contraires résulte un nouvel état (synthèse).

Eclairons cela par quelques exemples :

Voici une bille sur une table, immobile ; elle est en équilibre. Donnons une chiquenaude à cette bille (thèse), la bille se mettra en mouvement, mais immédiatement, du fait même du mouvement, une nouvelle force prendra naissance, le frottement (antithèse), qui tend à s'opposer au mouvement que nous avons donné à la bille et qui finira par l'arrêter (1).

Autre exemple : voici de l'eau qui est à une certaine température ; cette eau donne de la vapeur, et elle en donne jusqu'à ce que la vapeur ait atteint une certaine pression. Une fois cette pression atteinte, rien ne se produit plus, l'eau et la vapeur sont en équilibre. Augmentons la pression de la vapeur, en diminuant par exemple le volume dans laquelle elle est enfermée. Alors, immédiatement une certaine quantité de vapeur va se retransformer en eau de manière à ce que la masse de vapeur diminuant, sa pression diminue. Nous avons accru la pression (thèse), et la nature nous répond par une condensation qui diminue la pression (antithèse).

Un dernier exemple : on sait que quand on mélange certains corps, ceux-ci peuvent se combiner entre eux de manière à donner de nouveaux corps différents des premiers ; c'est ce qu'on appelle une réaction chimique. Il arrive souvent que la réaction n'est pas complète, c'est-à-dire que les premiers corps ne disparaissent pas entièrement, il n'y en a qu'une partie qui se soit transformée dans les nouveaux corps. Lorsque la réaction est terminée, que rien ne se produit plus, les différents corps en présence, ce qui reste des anciens et les nouveaux, se trouvent en équilibre. Modifions alors quelque chose, par exemple élevons la température (thèse) ; dès lors, aussitôt, la réaction chimique va reprendre, il va se produire une modification dans les proportions des corps en présence, et cette modification va s'accompagner d'une absorption de chaleur (antithèse), qui tendra à ramener la température à son niveau antérieur. Nous élevons la température, et nous déclanchons ainsi inévitablement, sans qu'il nous soit absolument possible de l'empêcher, une réaction qui tend à l'abaisser.

De tels exemples pourraient se multiplier à l'infini. Je répète qu'il s'agit là d'une loi absolument générale, à laquelle on n'a jusqu'à présent trouvé aucune exception.

Mais, dira-t-on peut-être, nous voyons bien là-dedans la thèse et l'antithèse, mais nous ne voyons point la synthèse. Elle existe cependant. Ces facteurs antagonistes qui naissent ainsi inévitablement et spontanément, tendent bien à s'opposer à la modification apportée, cependant ils ne rétablissent pas les choses dans l'état où elles se trouvaient auparavant. Ils rétablissent l'équilibre, mais **c'est un nouvel équilibre.** La bille que j'ai fait rouler s'arrête sous l'influence du frottement, mais elle ne revient pas à la même place. De même, lorsque de la vapeur d'eau s'est condensée pour diminuer la pression qui avait été augmentée, ou qu'une réaction chimique s'est produite pour abaisser la température qui avait été élevée, il n'y a plus la même masse de vapeur d'eau que préalablement, il n'y a plus les mêmes proportions des différents corps qu'auparavant.

C'est ce nouvel équilibre qui constitue la « synthèse » (1). Equilibre qui est la résultante de l'action contraire des deux facteurs antagonistes.

De la religion à la science

On voit par là combien Marx et Engels ont eu raison de prévoir que le développement de la science confirmerait le cours dialectique des choses.

Ce mouvement dialectique, cette lutte constante entre les contraires, avait d'ailleurs été perçus par l'homme, à l'aube même de la civilisation. Car l'homme primitif, rencontrant, tout comme l'homme d'aujourd'hui, cette oposition dans tous les phénomènes dont il était témoin, et notamment dans ceux qu'il avait à manier au cours de ses premières opérations techniques, ne pouvait pas ne pas en être frappé. Mais, confor-

(1) Si cette force ne prenait pas naissance ce serait le mouvement perpétuel. Si bien qu'on pourait dire aussi que la réalité de la dialectique est prouvée par l'impossibilité où l'on est de réaliser le mouvement perpétuel.

(1) On voit que « synthèse » ne doit pas être compris au sens ordinaire du mot, qui est aussi celui que lui donnent les éclectiques, ces réformistes de la pensée. La synthèse n'est pas un mélange de la thèse et de l'antithèse, une sorte de compromis entre les deux ; c'est quelque chose d'entièrement nouveau, issu de l'opposition entre la thèse et l'antithèse, et non un hybride formé d'éléments pris à l'une et à l'autre. Le communisme, synthèse de la bourgeoisie et du prolétariat, ne sera pas une union des deux classes, un compromis où chacune aura abandonné « un peu du sien » ; ce sera une création nouvelle, résultant de la lutte entre bourgeoisie et prolétariat, et d'où le caractère de la bourgeoisie : être exploiteuse, et celui du prolétariat : être exploité, seront totalement exclus.

mément à la règle générale établie par Auguste Comte, l'homme traduisit cette loi de la nature, d'abord sous forme religieuse. Le monde devint pour lui le résultat de la lutte entre deux êtres ou deux séries d'êtres : les dieux bons et les dieux méchants. L'opposition entre Dieu et le Diable, qu'on trouve, sous des formes diverses, dans presque toutes les religions, et dont la vieille religion persane a fourni l'expression la plus achevée, n'est pas autre chose que la personnification de la lutte entre la thèse et l'antithèse, de l'opposition entre l'action et la réaction.

Après l'interprétation religieuse vint l'interprétation philosophique, appelée également « métaphysique ». Ces divinités, de l'existence desquelles on ne trouvait pas de preuve, finirent par apparaître à de bons esprits, comme inutiles, et on les remplaça par des « principes ». Des principes abstraits au lieu de dieux plus ou moins faits à l'image de l'homme. C'est alors la dialectique proprement dite : on affirme que tout engendre son contraire et que tout se transforme par la lutte des contraires. Cette affirmation, on la trouve dès les tout premiers débuts de la philosophie, vers les cinq ou sixième siècles avant notre ère, chez les plus grands philosophes de cette époque, quelle que soit leur race, que ce soient le grec Héraclite ou le chinois Lao-Tsé.

Hegel, qui s'est reconnu d'ailleurs explicitement le disciple direct d'Héraclite, bien que plus de vingt siècles l'en séparent, clôt cette période, la période métaphysique de la dialectique, celle qui, au lieu de dire Dieu et Satan, dit thèse et antithèse.

Et maintenant, avec la loi de l'opposition de l'action et de la réaction, nous sommes dans la troisième période, dans la période scientifique. Le développement dialectique des choses n'est plus une affirmation plus ou moins aventurée et quelque peu nébuleuse. La « dialectique » perd son caractère mystérieux. Elle revêt un caractère parfaitement concret ; elle est un fait, un fait constaté scientifiquement, c'est-à-dire par des mesures, des mesures qui révèlent d'une façon précise et indubitable, l'existence de la réaction s'opposant à l'action au cours de tous les phénomènes, et aboutissant à la création de nouveaux équilibres. La dialectique a cessé d'être affaire divine ou objet de dissertation, pour devenir expérience de laboratoire.

Le grand mérite de Marx et d'Engels est d'avoir prévu cette transformation, d'avoir pressenti, avant même qu'elle-même ne s'en soit rendu compte, le rôle qui allait être dévolu à la science. La lutte de classes (thèse et antithèse) et la Révolution sociale (synthèse) ne sont bien qu'un cas particulier de la loi générale du monde.

R. LOUZON.

Chez le bourgeois

« Prélèvements anormaux »

« Prélèvements anormaux », tel est le charmant euphémisme par lequel le Conseil d'administration de la Société Félix Potin a averti ses actionnaires que leur administrateur-délégué Defradas, leur avait volé 65 *millions*.

Qu'une caissière prenne dans la caisse un billet de 100 fr., ces messieurs la traiteront de voleuse, mais du moment que c'est l'administrateur qui prend dans la caisse 65 millions, le vol n'est plus qu'un « prélèvement anormal » !

Toute la morale capitaliste est là !

***

Diminution d'impôts !

Vous ne le saviez peut-être pas que la dernière loi budgétaire comprenait des diminutions d'impôts ? — C'est pourtant vrai. Trois impôts, depuis le 1er avril, sont diminués. Les voici :

1° L'impôt sur les « cercles », tripots du grand monde ;
2° L'impôt sur les théâtres ;
3° L'impôt sur les places de luxe dans les chemins de fer.

Malgré les 2 ou 3 milliards de déficit, on diminue les impôts, les impôts sur le luxe, les impôts payés par les plus riches des bourgeois ! C'est tout un programme !

***

Avec l'argent de l'Etat, Flandin continue à renflouer Schneider

On se rappelle le scandale de l'emprunt hongrois, ces centaines de millions avancés, sans autorisation, par Flandin à l'Etat hongrois, uniquement dans le but de permettre à celui-ci de racheter à Schneider (du Creusot) sa participation dans des affaires hongroises malheureuses (Banque générale de crédit hongrois).

Les Chambres sont à peine parties que Flandin récidive : il vient de faire avancer 180 millions par le Trésor français à l'Etat polonais, pour servir à payer les travaux du chemin de fer Gdynia-Haute Silésie, — autre affaire Schneider.

***

Le coup de « Forces »

Du « Canard Enchaîné » :

L'extraordinaire arrestation de Mme Hanau, effectuée en pleine illégalité, plonge cette fois gouvernement et police dans un abîme de ridicule. Le parquet, par ordre, s'évertue à la justifier, en découvrant, chaque jour et après coup, une inculpation différente !

C'est la nouvelle manière : on arrête d'abord et on cherche ensuite un prétexte pour maintenir l'arrestation. On aura tout vu !

De toute évidence, l'honorable M. Flandin a voulu se venger de la distribution faite dans sa circonscription d'Avallon de nombreux numéros de *Forces* mettant en relief d'une façon saisissante le rôle étrange joué au cours de ces derniers mois par le ministre des Finances.

Et s'il a rencontré en M. Jean Chiappe un auxiliaire particulièrement dévoué, c'est parce que Mme Hanau, par une campagne tenace et documentée, a naguère précipité la déconfiture du Comptoir Lyon-Alemand, dans lequel la famille du préfet de police avait des intérêts considérables.

Ce sont là des choses qui ne se pardonnent pas facilement !

PAGE D'HISTOIRE

La marche des chômeurs sur Washington durant la crise de 1893

A deux reprises des « armées de chômeurs » ont marché, au cours de ces derniers mois, sur Washington, capitale des Etats-Unis. La première marche, organisée par les communistes, rassembla 1.500 chômeurs environ; la seconde, beaucoup plus importante, organisée par un prêtre, le « Père Cox », en réunit 10.000. Ces marches sont une imitation de celle qui eut lieu au cours de la crise de 1893, dont nous publions ci-dessous un récit qui parut, à l'époque, dans la *Neue zeit* et fut reproduit par l'*Ere Nouvelle*, la revue marxiste française d'alors.

Saint-Louis, Mo., 13 Juin 94.

Un des phénomènes les plus remarquables de l'histoire du mouvement ouvrier américain est le mouvement dirigé par Coxey, la marche des Sans-Travail sur Washington. Pour l'ouvrier européen, c'est un mouvement qui paraît inexplicable. Il le juge, en effet, d'après les conditions où est l'Europe et il lui semble risible et fou que des milliers de gens se mettent en marche de la côte du Pacifique pour Washington qui en est séparé par des milliers de lieues, pour y venir demander secours à un gouvernement qui, choisi par la majorité des citoyens américains, est l'expression de la volonté du peuple.

Le mouvement Coxey a été rendu encore plus incompréhensible par la presse européenne qui le traitait comme une plaisanterie ridicule.

Donner aux lecteurs un tableau fidèle de ce mouvement qui a, pendant un mois, occupé l'attention publique, tel est le but de ces lignes.

Au printemps 1893 commença la crise financière. Des centaines de petites banques firent faillite. Tout d'abord on ne tint pas la chose pour sérieuse, et l'on se disait que la crise était passagère. Les organes de la haute finance injuriaient la presse quotidienne qui rapportait toutes les petites banqueroutes et ébranlait ainsi considérablement le « business confidence », la confiance dans l'honnêteté capitaliste. Mais il n'y eût pas d'amélioration ; des fabriques furent fermées ; des centaines de mille de travailleurs furent en quelques semaines jetés sur le pavé, et la misère et le besoin se montrèrent de plus en plus déplorables au milieu de la richesse de nos principales villes. A New-York le nombre des Sans-Travail monta à plus de 100.000, à Chicago à environ 75.000, etc. On tint des réunions de Sans-Travail, on y discuta la situation. Dans quelques villes à Cincinnati, à San Francisco, les Sans-Travail fondèrent des organisations indépendantes pour faire pression sur les autorités, et obtenir plus facilement une bouchée de pain.

C'étaient surtout les journaux socialistes et les revues socialistes ou nationalistes comme « New Nation » d'Edward Bellamy, et le « Twentieth Century » qui conseillaient aux Sans-Travail de ne pas se laisser nourrir de soupes de charité, ou d'os bons pour des mendiants, mais de se prévaloir de leurs droits de citoyens, et par une action générale de forcer les autorités municipales à leur procurer du travail et du pain. On organisa des démonstrations, on envoya des comités aux magistrats, mais les législateurs de la classe capitaliste n'avaient pour les prolétaires mourant de faim que de belles paroles et de vaines promesses.

A Boston, la situation devint si sérieuse, que cinq mille Sans-Travail, n'ayant pu se faire entendre de la législature de Massachusetts, marchèrent sur le corps législatif sous la conduite du socialiste Fitzgerald et du partisan de Bellamy, Wm. J. Swift, et forcèrent la législature à s'entretenir avec les Sans-Travail.

Telle était la situation quand prit naissance le mouvement Coxey.

L'appel de Coxey

En novembre 1893 on vit pour la première fois, quelques journaux réformistes faire la proposition d'envoyer à Washington « une pétition vivante ». Jacob Selcher Coxey, éleveur de chevaux, fermier et carrier bien connu de la petite ville de Massillon, Ohio, fut le premier qui prit la proposition tout à fait au sérieux, s'arrangea pour conduire les Sans-Travail à Washington, et inviter le Congrès fédéral à prendre des mesures pour supprimer la misère générale. Il était président de la « Good Road Association of the United States » (association pour la construction de bonnes routes). Dans ces dernières années il s'était principalement occupé d'une agitation en faveur de l'établissement de bons chemins comme il y en a en Europe ; question qui intéressait toute la population rurale qui souffre beaucoup, surtout aux mois d'hiver et de printemps, du manque de bonnes voies de communication.

Coxey se disait tout simplement :

« Les Sans-Travail réclament du travail et du pain aux magistrats. Mais comment occuper ces centaines de mille de Sans-Travail ? Le gouvernement fédéral doit prendre en mains immédiatement la construction de bonnes routes. On pourra ainsi donner du travail à tout le monde. Les frais seront couverts par une émission, faite par le gouvernement fédéral, de bons ne portant pas intérêt et pour tant et tant de millions de dollars. »

Voilà ce que demandait Coxey, et ce pourquoi il a combattu avec courage et dévouement ; amis et ennemis doivent le reconnaître.

Quand aux mois de Décembre et Janvier la nouvelle se répandit dans le pays que Coxey pensait sérieusement à marcher sur Washington et avait

le projet de rassembler l'armée des Sans-Travail de Massillon, O., la presse commença à faire tomber sur Coxey et sur ses partisans une pluie de plaisanteries. On prit toute l'affaire pour une farce — farce singulièrement sérieuse, comme eurent l'occasion de s'en apercevoir ces Messieurs de la presse.

La presse socialiste d'Amérique ne savait pas plus, d'ailleurs, que penser de ce mouvement. Elle prit Coxey pour un insensé et tout le mouvement pour une folie ; mais elle devait bientôt faire l'expérience qu'à la longue il devenait impossible de chercher à rendre ce mouvement ridicule.

L'appel de Coxey « En Avant sur Washington » courut comme une étincelle électrique dans les rangs des Sans-Travail. Ils lui obéirent sans plus s'inquiéter du détail du plan de Coxey, le « non interest bearing bond » et le « Good Road », sans s'occuper s'ils approuvaient ce plan ou non. Les Sans-Travail se disaient : « nous aurons faim d'une façon ou de l'autre ; nous avons enduré toutes les fatigues pendant de longs mois ; nous avons été obligés de passer nos nuits à la belle étoile par les froids les plus terribles, ou sur le pavé des postes de police. La faim est notre perpétuel compagnon. Isolés, nous serons traités en vagabonds, en « tramps ». Nous n'avons plus à perdre que notre misère. Si nous marchons en une armée compacte, il faudra qu'on nous respecte sinon par pitié ou sympathie, du moins par peur des « vagabonds organisés » que l'on ne rossera ni ne maltraitera plus si facilement. »

Quelques ouvriers socialistes se joignirent aussitôt à la « Commonweal Army of Christ » comme Coxey appelait le mouvement. Ils se disaient :

« Si ce n'est pas un bien, ce n'est pas un mal. Si la marche sur Washington n'a d'autre résultat que de bien faire voir à des millions d'hommes, qu'il n'y a rien à espérer du gouvernement de la classe capitaliste en faveur de la classe ouvrière, cela sera un avantage important pour le mouvement de politique indépendante des socialistes. »

Un parti ouvrier influent, conscient, répandu sur tout le pays, qui aurait pu agir sur les Sans-Travail d'une façon déterminante n'existait pas, sans quoi tout le mouvement Coxey aurait été impossible dès le début, et l'on comprend qu'en peu de temps Coxey ait pu faire un nombre important d'adhésions. Des milliers de Sans-Travail des grandes villes de l'Ouest attendaient depuis longtemps une occasion de passer dans l'Est. Des milliers avaient été attirés par l'Exposition de Chicago, et n'avaient pas les moyens de sortir de cette ville.

La marche des « armées »

L'opinion soutenue par les journaux socialistes allemands que le mouvement Coxey aurait été l'œuvre du parti républicain ne peut être fondée sur rien. En Amérique aussi on était assez disposé à voir les choses de la même façon. Les organes du parti démocrate essayèrent d'abord de mettre le mouvement Coxey au compte des républicains ; mais ils se turent quand le mouvement prit des dimensions importantes et quand apparurent tout à coup en différentes parties du pays les différents corps de l' « Industrial Army » qui montrèrent au peuple américain comme il était bien pourvu de Sans-Travail.

L'organisation en soi et pour soi des Sans-Travail est un phénomène tout nouveau dans le mouvement ouvrier américain. Personne n'aurait cru à la possibilité d'organiser en peu de jours des milliers de Sans-Travail, de les discipliner et cela de la façon la plus admirable.

Il n'est pas sans signification qu'une Armée de Sans-Travail de plus de mille hommes ayant enduré pendant une durée de trois ou quatre mois toutes les fatigues imaginables, la faim, le froid, campé durant des semaines entières, en plein air par la pluie, la neige et la gelée, ne se soit pas démoralisée et ait poursuivi, toujours pleine de courage, le but qu'elle s'était fixé. Que ce but soit insensé ou non, cela est moins important que la démonstration qui nous a été faite du rôle que peuvent jouer les Sans-Travail comme masse organisée dans la lutte pour l'émancipation du Prolétariat.

L'énergie et la résistance de ces gens ne peuvent être bien comprises par le lecteur que s'il connaît les voies de communication d'Amérique. Ce n'est que tout à fait au voisinage de grandes villes que l'on peut trouver des grandes routes, des routes ou des sentiers semblables à ceux d'Europe. Il a fallu qu'ils cheminent leur chemin, long de plusieurs milliers de lieues, par monts et par vaux, à travers prairies et marécages, sans trouver souvent pendant tout un jour l'occasion de boire une gorgée d'eau ou de rencontrer une ferme où ils eussent pu se procurer une bouchée de pain.

Le dimanche de Pâques, à midi, la première troupe de la « Commonweal Army » forte de 122 hommes partit de Massillon, O., pour Washington, sous la conduite de Coxey, qu'on nous a représenté comme un homme honnête, sérieux et énergique, mais que le milieu social avait fait ce qu'il est aujourd'hui, c'est-à-dire un réformiste agraire et petit bourgeois.

Son lieutenant était Carl Browne, cerveau un peu obscur, relativement à l'intelligence des tendances du mouvement ouvrier moderne mais au reste homme honorable et énergique et qui surtout dans les démonstrations faites pendant l'exposition universelle à Chicago joua un rôle important, et embarrassa souvent les autorités de la ville par ses observations et les comparaisons qu'il fit entre les splendeurs de l'exposition et la diète où étaient forcés ceux qui avaient créé cette splendeur à la sueur de leur front.

Le voyage de Massillon à Washington fut fait presque exclusivement à pied.

***

Le 2 Avril fut organisée à San Francisco la première troupe des Sans-Travail californiens. Charles T. Kelly, compositeur-typographe fut élu général. Ce régiment de l' « Industrial Army » se dirigea sur Oakland, Californie, où il cantonna dans une vieille église d'anabaptistes. Tout Oakland fut terrorisé par l'arrivée des « 1200 vagabonds ». Le maire fit sonner le tocsin ; toute la police et 1200 bons citoyens « amis des lois » qui avaient prêté serment comme aide-sherifs assiégèrent l'église où

les prolétaires sans travail dormaient tranquillement. Quoique le maire eut bien compris sa bêtise, nos gens durent quitter la ville en pleine nuit. La marche se poursuivit vers Sacramento, et l'on s'augmenta de 350 Sans-Travail.

Les difficultés qu'eurent à subir et subissent encore Kelly et son armée sont indescriptibles. A peine le gouvernement de l'Etat des Mormons, Utah, eut-il entendu parler de l'approche des « tramps », des vagabonds, qu'il convoqua sur le champ les troupes de l'Etat.

Le 8 Avril l'armée des Sans-Travail fut faite prisonnière à Ogden. Les canons furent braqués sur la place publique et il sembla qu'une seconde guerre civile allait commencer. Pendant huit jours les Sans-Travail furent parqués comme du bétail et c'est à peine si on leur donnait de l'eau pour apaiser leur soif. Enfin on les mit en liberté et ils reprirent leur marche vers l'Est. Dans le Colorado ils furent mieux reçus. Le gouverneur Waite, du parti du peuple, leur donna un sauf-conduit.

Le 15 Avril l' « Industrial Army » arriva à Omaha, Nebraska, où on la reçut à peu près convenablement, et où on la munit de vivres. Les 1500 Sans-Travail voulaient passer les ponts pour se rendre à la ville voisine Council Bluffs ; quelle terreur ! La milice fut convoquée par le gouverneur, et l'on pensa sérieusement à affamer les Sans-Travail et à les chasser. Brusquement alors les ouvriers d'Omaha et de Council Bluffs se réveillèrent. Les sifflets des fabriques, les cloches des églises se firent entendre et en un clin d'œil 6000 ouvriers étaient prêts à marcher au secours de Kelly. On laissa celui-ci partir sans plus l'inquiéter.

Arrivés à Des Moines, les Sans-Travail se trouvèrent de nouveau en mauvaise posture. Aucune ligne de chemin de fer ne voulait les transporter, ils résolurent alors de construire 140 radeaux grossiers. En trois jours tout était terminé et les 1500 hommes descendaient le River des Moines jusqu'à son embouchure, puis le Mississipi jusqu'à Saint-Louis, Missouri.

A Saint-Louis les organisations ouvrières leur avaient préparé une digne réception. « Saint-Louis est la première halte depuis le commencement de notre voyage où l'on nous ait vraiment traités en hommes », disait Kelly. On fit une démonstration place Lukas à laquelle plus de 30.000 hommes participèrent. Kelly, son lieutenant Baker et le camarade Sanderson, de Saint-Louis, prirent la parole.

Cette démonstration mit les capitalistes en fureur. On avait déjà célébré la « mort » du mouvement des Sans-Travail et voilà que 30.000 hommes faisaient une démonstration en faveur des « vagabonds », au marché Lukas ! Toute la démonstration fut systématiquement passée sous silence par la presse capitaliste.

Les gens de Kelly partirent de Saint-Louis pour Cairo, Illinois, sur leurs bateaux, après qu'un tiers de l' « Industrial Army » se fut séparé sous la conduite du socialiste Speed de San Fancisco, ayant pris la résolution de faire la route de Washington par terre. De Cairo, Kelly remonta l'Ohio vers Cincinnati.

J'ai rapporté le voyage de Kelly tout au long pour montrer quelles difficultés indicibles ces gens eurent à supporter pendant un mois, sans pour cela abandonner leur dessein et en conservant toujours une remarquable discipline.

***

Une autre « Industrial Army », sous la conduite du « général » Frye, partit le 18 Mars de Los Angeles, Californie, forte de 600 hommes. Elle est déjà arrivée à Washington ; elle se composait en grande partie de socialistes ou de nationalistes (partisans de Bellamy).

A la fin d'Avril, 500 Sans-Travail partirent aussi pour Washington sous la conduite d'un journaliste Randell, ancien membre actif du parti ouvrier socialiste.

Le 2 Avril, 150 hommes partirent de nouveau de Los Angeles sous la conduite du « général » Vinette. A la même époque 500 hommes partirent encore de San Francisco. Vingt autres troupes de l'armée des Sans-Travail sont en ce moment en marche sur Washington.

Les troupes de Coxey, Frye, Fitzgerald (Nouvelle Angleterre), Jones (Philadelphie) sont arrivées et campent à Bladenburg, hors de l'enceinte de Washington. Il y a une semaine 1000 Sans-Travail sont partis de Colorado sur des radeaux. Ils descendront le Missouri et le Mississipi jusqu'à Saint-Louis puis prendront la même route que Kelly.

Vingt malheureux prolétaires se sont noyés il y a quelques jours dans le Platte-River.

Coxey, son lieutenant Browne et Jones de Philadelphie viennent, pour la plus grande honte de la République américaine, d'être condamnés chacun à 30 jours de prison, pour avoir le jour de la démonstration du premier Mai, sur la place du Capitole, marché sur le gazon du parc, et avoir déployé la bannière des Sans-Travail.

G. A. HOEHN.

Notre souscription pour Tom Mooney

Le « Comité des Fondeurs » qui centralise la campagne pour la libération de Mooney et de Billings nous demande de faire appel à la solidarité des travailleurs français. Toute campagne pour la justice, coûte cher, — surtout en Amérique. Il faut de l'argent.

Envoyez-nous donc votre obole, camarades, que nous ferons parvenir aussitôt au Comité des Fondeurs, — témoignage d'un internationalisme agissant, témoignage de notre solidarité envers un militant syndical, frappé A CAUSE DE SON ACTION SYNDICALE.

TROISIÈME LISTE :

Quelques instituteurs de la Loire (Baldacci, 10; R. et H. Bourrillon, 10; M. et F. Matray, 10; Lefebvre, 5; Thevenon, 10; Brun, 10; Muron, 10; Claveyrolas, 10; Courbon, 10; Rey, 5; Roméas, 10; Mauretti, 10; A. Morel, 10; H. Dini, 10; P. Thève, 10): 140 frs.; Th. Verny, 20; Martinet, 20; A. Loverini, 5; R. Pabat, 5; M. Joulié, 5; Devarennes, 10; Marie et François Mayoux, 20 fr.

Total: 225 francs.

Total général: 950 francs.

Pour la renaissance du Syndicalisme

La machine parlementaire et les instituteurs

Depuis deux ans, les instituteurs bataillent pour faire améliorer leurs règles d'avancement; l'an dernier ils firent, un moment, un effort d'action directe qui manqua d'unanimité si bien que cette année leurs Glay et Cie se replièrent sur l'action parlementaire...

Celle-ci, malgré l'expérience du susdit Glay a donné le brillant résultat suivant: mutisme complet des députés pendant la discussion du budget de l'Instruction publique. Le citoyen Rémy Roux, S.F.I.O. sauf erreur, avait été sollicité de prendre la parole pour questionner le Gouvernement au sujet de l'avancement; Rémy Roux a renoncé à la parole et la question n'a pas été posée.

Le Syndicat National demande alors à Ernest Lafont de déposer un amendement; celui-ci hésite et déclare avoir reçu en tout *deux douzaines* de signatures pour appuyer son amendement !

Là-dessus Vivès tire les conclusions:

« *Pour l'avenir, nous nous souviendrons que les partis politiques nous ont déçus, prisonniers qu'ils sont, trop souvent, de leurs dirigeants...* » et il ajoute qu' « *il faut nous garder de faire fonds sur l'éventualité d'élections à gauche: les forces financières ne manqueront pas, si cela leur est utile, de briser les tentatives de réformes* ». (Ecole Libératrice, 2 avril).

Pour que soit complet le tableau de la carence parlementaire, ajoutons que le citoyen Piquemal, porte parole ordinaire de la Fédération Unitaire de l'Enseignement, n'a pas été plus éloquent que le citoyen Rémy Roux et que les députés communistes, truchements habituels des orthodoxes de l'Enseignement, ont aussi tenu leur bec fermé.

Le Parlement qui... le Parlement que... a été une fois de plus le Parlement-Croupion.

Aussi Vivès (*Ecole, Libératrice*, 9 avril) repense-t-il à l'Action Directe qui a réussi aux étudiants en droit et aux directeurs de spectacles et il arrête un moment son regard sur les grévistes de Fougères et de Vienne.

Les instituteurs — et les autres — finiraient-ils par comprendre qu' « *il n'y a rien ici bas pour les moutons bêlants* »?

***

De 1906 à 1932

Le 1er mai 1906, les bourgeois bouclaient leurs magasins et faisaient provisions de conserves.

Le 1er mai 1932, en pleine crise, la bourgeoisie tend au populo ses boîtes électorales !

Il est vrai que depuis 1906, la classe ouvrière bénéficie de l'impulsion de partis dirigeants !

***

Le style c'est l'homme...

L'Humanité inaugure une nouvelle rubrique:

NOTRE PATRIE DE CLASSE

Communiqué du front industriel socialiste

Ce style serait risible s'il n'y avait point quelque tristesse à voir mêler la notion de patrie et celle de classe: celles de guerre et de traval — témoignage vivant du besoin du P.C.F. de singer le bourgeois.

A travers les Livres

A. Jugow : LE PLAN QUINQUENNAL. (L'Eglantine).

La valeur de ce livre réside dans la méthode raisonnée, sereine, implacable de logique, qui est appliquée à l'examen du plan quinquennal. Cela nous change de l'enthousiasme aveugle des admirateurs du plan, bourgeois et prolétaires, qui réalisent l'union sacrée pour conseiller aux ouvriers russes de remplir leur rôle de « génération sacrifiée » à la plus grande gloire du capitalisme d'Etat. L'enthousiasme des littérateurs est proche parent de celui dont sont possédés les états-majors militaires lorsqu'ils déplacent de petits drapeaux sur les cartes, tout en se tenant soigneusement à l'abri des risques et des privations de la guerre.

Jugow est un social-démocrate russe. Ses conclusions sont imprégnées de l'esprit social-démocrate le plus rétrograde puisque son remède à lui, c'est le retour au capitalisme privé ! Mais, tant qu'il se borne au rôle d'observateur, qu'il analyse les faits économiques du présent, il est parfaitement objectif et délimite exactement quelles sont les actuelles réalisations positives de l'U.R.S.S., et quels sont, en même temps, les vices de l'Etat-patron.

Il montre quelle fanfaronnade c'est de dire, comme la *Pravda* du 11 mai 31, que : « l'U.R.S.S. est entrée dans la période du socialisme », alors qu'aucune des prévisions du plan quinquennal concernant le relèvement du niveau de vie matériel, culturel et social, n'a été réalisée. Le plan prévoyait que sur 86 milliards de roubles de dépenses, 21 milliards seraient affectés aux besoins culturels et sociaux. Or, tandis que tous les chiffres prévus pour l'accroissement des facteurs matériels de la production ont été dépassés, ceux qui ont trait à l'entretien et au développement du facteur humain n'ont même pas été atteints. D'où pour l'instruction : nombre d'écoles insuffisant, enseignement donné en deux équipes successives, dans des locaux qui ne peuvent être aérés, manuels scolaires servant en commun à tout un groupe d'élèves, pas de papier, d'encre, de crayons, diminution du nombre des bibliothèques et des cours du soir.

Pour la santé publique : nombre d'hôpitaux et d'infirmeries insuffisant, pénurie des médicaments les plus élémentaires comme la teinture d'iode, l'aspirine, la quinine; le nombre d'ouvriers envoyés aux stations de cure et maisons de repos est en diminution. Aussi, les rapports statistiques sur l'accomplissement du plan quinquennal dans le domaine social et culturel, ne sont même plus publiés !

Le plan disait : relèvement des salaires, en moyenne, de 46,9 % en cinq ans. En fait, durant les deux premières années, les salaires nominaux n'ont augmenté que de 6 %, et quant aux salaires réels, ils ont baissé du fait de l'inflation, car il a été émis en deux ans deux fois plus de billets de banque que ce que le plan prévoyait pour cinq ans !

De même, le plan attribuait 1,133 millions à la construction de nouvelles habitations, pour les deux premières années du plan ; or, dans ces deux années, les crédits pour cet usage n'ont été que de 524 millions. Résultat : la superficie habitable, par personne, baisse implacablement. En 24-25, elle était, dans les villes, de 6,1 mq ; en 27, elle descendait à 5,5 mq ; en 31, elle n'est plus que de 4,8.

Le contraste entre le formidable développement des moyens de production et la non-augmentation du bien-être du prolétariat, est très exactement décrit par Jugow. Mais, même en ne se plaçant qu'au point de vue du développement des forces productives, il apparait bien vite qu'une industrie et une agriculture qui ne font pas place, dans leur gestion, aux producteurs, sont condamnées à dégénérer rapidement.

C'est ainsi que, d'après les statistiques de l'Etat russe, l'accroissement, en quantité, des produits fabriqués est énorme, mais ces statistiques doivent reconnaître que l'allure endiablée à laquelle doivent produire les ouvriers russes, du fait qu'ils sont encadrés d'équipes privilégiées, composées d'ouvriers mieux ravitaillés, qui sont chargés de « pousser la charge » à leurs compagnons de travail, entraine, comme conséquence, une très mauvaise qualité des produits. Kouibichev, président du Conseil Supérieur de l'Economie nationale, le constata lui-même au Congrès d'octobre 1930, en disant : « Dans le domaine de la lutte pour la qualité nous n'avons pas de succès ; pire que cela, nous sommes forcés de constater un recul évident ».

Enfin, sur toute une série de points, la bureaucratie russe se voit amenée, malgré le plan, à louvoyer et improviser, tout comme l'économie capitaliste. Des exemples: le plan prévoyait pour 1931, la mise en exploitation de 518 nouvelles usines, parmi lesquelles les fameux colosses du Magnitogorsk, de Kouznetsk, de Kertch. Or, sur les 131 entreprises qui doivent être mises en route durant le premier trimestre, 58 seulement l'ont été. Pareillement, la fameuse usine de tracteurs de Stalingrad ne travaille qu'à raison de 30 % de sa capacité. Les usines de machines agricoles de Rostov ne livrent que 25 % des produits prévus par le plan. Les nouvelles papeteries de Balakhma fabriquent du papier qui revient 70 % plus cher qu'il n'était prévu par le plan. Les nouvelles usines à bois mécanisées de Doubrovski et Pionier ont un prix de revient plus élevé que les anciennes scieries des artisans. Et tant d'autres!

Mais, comme remèdes, Jugow ne trouve à préconiser que la dénationalisation partielle de l'industrie d'Etat et le retour quasi complet à l'économie individuelle en agriculture. En outre, il voit dans la démocratie bourgeoise une garantie permettant au prolétariat russe de s'assurer un certain degré de bien-être et de liberté grâce auquel il pourrait attendre qu'une concentration capitaliste suffisante s'opère dans le pays, ce qui, d'après l'auteur, est une condition nécessaire au succès d'une révolution ouvrière !

Une telle solution proposée à une heure où le capitalisme privé est en pleine faillite, aussi bien économique que politique, est un véritable paradoxe. Ce n'est pas à l'heure où le capitalisme privé se débat impuissant devant la crise mondiale et où les fondements mêmes de la démocratie sont niés journellement dans les faits par ceux qui s'en réclament le plus, comme vient de nous le montrer encore la conduite des ministres espagnols Caballero et Prieto, frères de Jugow en la IIe Internationale, que de tels remèdes peuvent être sérieusement préconisés.

La solution n'est pas dans un retour en arrière, mais dans une nouvelle marche en avant. Ce n'est pas le retour au capitalisme privé qui sauvera le prolétariat russe, ce ne peut être que la destruction du capitalisme d'Etat, par l'établissement du pouvoir direct du prolétariat sur la production.

N. LAZAREVITCH.

*
* *

R. Abramovitch : LES PRISONNIERS POLITIQUES DANS LA REPUBLIQUE DES SOVIETS. (L'Eglantine).

Etude véridique et exacte dans son ensemble, des répressions exercées contre le mouvement ouvrier en Russie. L'auteur souligne avec raison le caractère extra-judiciaire des procédés du Guépéou, supprimant tout procès public, toute défense, tous témoignages, toute publication de la sentence. Mais Abramovitch écrit aussi :

Il y a lieu de considérer d'autre part, que le terrorisme qui règne en Russie est unique en son genre. Seul le système fasciste italien, qui fut conçu à l'imitation consciente de l'exemple russe, peut, sous maints rapports, lui être comparé.

Or, actuellement un autre gouvernement pratique, lui aussi, les procédés de justice administrative qui sont ceux de Mussolini et du Guépéou : c'est le gouvernement espagnol ! Gouvernement comprenant trois ministres socialistes, et qui s'appuie, pour déporter, sans jugement, 123 militants ouvriers, sur une loi, votée à deux reprises par tous les députés socialistes.

Ni Abramovitch lui-même, ni la délégation social-démocrate russe à l'étranger, ni les dirigeants de la IIe Internationale, n'ont éprouvé le besoin de prononcer un seul mot de protestation contre la conduite des députés et ministres espagnols. Quand M. Abramovitch écrira-t-il : « Les prisonniers politiques dans la République espagnole » ?

N. LAZAREVITCH.

*
* *

Ernestan : LE SOCIALISME CONTRE L'AUTORITÉ. (Editions réalistes).

Petite brochure venant à son heure pour rappeler des vérités élémentaires.

Cette brochure renferme de belles pages où il est prouvé que le socialisme tout entier, y compris son aile autoritaire et étatiste, depuis Marx jusqu'à Lénine, en passant par Vandervelde, a dû reconnaitre théoriquement la tendance de l'évolution humaine vers une société sans Etat, parce que sans classes.

Une autre partie de cet ouvrage montre dans quelles difficultés s'empêtrent les théoriciens marxistes de diverses nuances qui cherchent à justifier la création d'un Etat « populaire » ou « ouvrier », dont le but serait de poursuivre sa propre destruction.

Par contre, les arguments qui tendent à opposer l' « idée » et le « sentiment » à la « matière », en vue de combattre le matérialisme historique, sont loin d'être convaincants. S'il est vrai qu'il y a quelque chose de non-scientifique dans la morgue et la vanité avec lesquelles les théoriciens «marxistes» exposent leur doctrine, et si d'autre part, l'interprétation matérialiste de l'histoire peut, comme toute œuvre humaine, être précisée et perfectionnée, par contre l'unique voie pour arriver à la maitrise des faits sociaux est l'analyse scientifique des faits, et non le retour à un idéalisme vague, même paré de l'étiquette révolutionnaire.

Cette brochure renferme aussi quelques constatations précieuses sur les erreurs de certains anarchistes qui ont perdu le sens de la lutte sociale et divaguent entre une métaphysique coupeuse de cheveux en quatre et une creuse phraséologie.

Mais d'autre part, après avoir reconnu la valeur du syndicalisme révolutionnaire, et après avoir constaté que quand le prolétariat agit « sous son impulsion propre il s'affirme dans un sens anarchiste », Ernestan veut limiter l'action syndicale aux revendications immédiates et partielles, afin de rester dans un domaine où l'unité syndicale entre ouvriers de toutes tendances se maintient. En conséquence, l'activité sociale, d'après lui, doit s'exercer, dès qu'elle s'attaque aux problèmes généraux, par le moyen d'un parti anarchiste.

Il est regrettable qu'aucune précision ne soit fournie sur l'organisation d'un pareil parti, et notamment sur les mesures à prendre pour que celui-ci ne retombe pas dans les errements et les vices des autres groupements politiques, car, quand Ernestan affirme que « les anarchistes seuls, ont conservé le sens de la véritable démocratie ouvrière », il a tort : il suffit de se rappeler dans quelles conditions s'opéra l'exclusion de la minorité de l'Union Anarchiste, à Paris.

En un mot, brochure vivante, vigoureuse et instructive, précieuse pour la clarté qu'elle apporte sur certains problèmes importants, mais qui propose des solutions parfois discutables.

L. NICOLAS.

A travers les Revues

Europe de mars présente un sommaire plein d'intérêt.

A propos de la grève de Harlan (Kentucky, Etats-Unis), John dos Passos conte un nouvel épisode de la terreur anti-ouvrière dans le paradis américain cher à Dubreuil:

... Deux gendarmes étaient arrivés en automobile dans le chemin qui conduit à travers la colline et la route principale à la masure où l'on avait établi la soupe populaire; ils s'y étaient arrêtés en sorte que leurs phares éclairaient en plein la porte, aveuglant les groupes de mineurs qui se trouvaient là et un gendarme nommée Lee Fleener, s'était écrié: « Haut les mains ! » et avait immédiatement ouvert le feu. Le frère de Balwin et un autre homme furent tués, et lui-même (le témoin qui fait ce récit) *blessé à l'épaule alors qu'il cherchait un refuge à l'intérieur. Bien que le « coroner » ait désigné Lee Fleener et d'autres personnes inconnues, comme meurtriers, aucune enquête ne fut ouverte par les magistrats du comté de Harlan.*

En revanche, John dos Passos et les membres du Comité des Ecrivains, coupables d'être allés enquêter sur ces événements, sont inculpés. Ceci compense cela.

Avec *Michelin, ou la Féodalité Industirelle*, Jean Lavaud situe l'effort philanthropique du grand industriel; malheureusement, ses conclusions nous déçoivent; il semble que le crime essentiel de Michelin ait été de défigurer le paysage et de détruire la maison natale de Pascal ! Nous reprochons, nous, à Michelin et à ses pareils de détruire la matière humaine (voyez *Hygiène et Rationalisation*, R. P. de février).

Jean-Richard Bloch consacre ses *Commentaires* mensuels à l'*Unité du Monde*.

Cette unité a existé: la paix romaine, la paix catholique du moyen-âge, cette dernière avait sa contre partie: la tolérance et le libéralisme étaient exclus si bien que la dictature spirituelle de l'Eglise devint intolérable et fut brisée par le mouvement de libre-examen qui éclata avec la Renaissance. Libre-examen qui se traduit par un déchaînement de forces opposées, cherchant la domination et amenant l'anarchie — si bien que le monde déchiré, affolé, est tout prêt à renoncer « *aux privilèges absolus de la liberté... dans sa quête désespérée d'un universalisme nouveau* ».

Cet universalisme, les « humanistes » n'ont-ils point cherché à le lui donner ? Napoléon que J.-R. Bloch considère comme une incarnation suprême de « *la volonté de puissance* », cette « *enfant chérie de l'humanisme* », n'a-t-il point, avec son rêve d'être *le roi des rois*, tenté de reformer un monde uni semblable au Saint Empire du moyen-âge ? Sans doute faut-il penser que toute tentative d'aboutir à l'unité du monde par l'impérialisme, la domination d'un homme ou d'un peuple, est vouée à l'échec car elle se heurte aux autres impérialismes pareillement déchaînés — et faut-il croire avec J.-R. Bloch que « *la réalisation de cette unité a pour condition préalable la découverte d'un principe d'unité suffisamment magnétique pour forcer l'assentiment spirituel et l'adhésion matérielle de la majorité des peuples* ».

J.-R. Bloch voit ce principe magnétique dans le communisme russe — qui acheminerait le monde vers un nouveau moyen-âge:

Que nous proposent les Soviets ? Ils nous proposent de renoncer à la liberté, au libéralisme, à la libre-pensée, aux libres-désirs, au libre développement de l'impérialisme individuel, à la libre floraison des passions, des caprices, des fantaisies, des arts, à la tolérance, au scepticisme, à l'agnosticisme, à l'indifférence civique et politique. Et pour prix de cette renonciation, ce n'est pas l'or qu'ils nous offrent mais le retour d'une vaste et puissante unité; — la fin des guerres par la fin des concurrences économiques et nationales; — la fin des concurrences par l'abolition du profit; — le profit aboli, cessera l'exploitation de l'homme par l'homme; — toutes les classes sociales seront prolétarisées, au sens le plus strict et le plus élevé du mot; — tous les types d'existence se fondront en un seul; — une seule mystique, une seule culture demeurerait autorisées; — l'état socialiste, état sans classe, sera essentiellement, du point de vue spirituel, un pays de monoculture.

L'humanité sera-t-elle donc éternellement condamnée à osciller des moyen-âges inquisitoriaux aux humanismes anarchiques ? Pas de moyen terme ? J.-R. Bloch aurait-il oublié l'effort propre du syndicalisme révolutionnaire auquel il participa autrefois, ce syndicalisme dont le souple fédéralisme s'efforçait de réaliser l'unité des travailleurs, donc du monde, en respectant l'autonomie des groupes de base, ce syndicalisme qui se refusait aux « sauveurs suprêmes, aux Dieux, aux Césars, aux tribuns », qui invitait les prolétaires à faire surgir du fond d'eux-mêmes les forces de leur émancipation et qui réunissait sur ses rouges étendards les deux appels de l'homme: Bien Etre (fils de l'Unité Humaine) et Liberté.

B. GIAUFFRET.

***

L'Etat moderne de février est entièrement consacré au mouvement coopératif. On sait que les deux organes centraux du mouvement coopératif français sont le Magasin de Gros et la Banque des Coopératives. Les articles de Cleuet et de Gaston Lévy donnent des chiffres qui montrent l'importance de ces deux organismes.

Le *Magasin de Gros*, qui, comme son nom l'indique, fournit de marchandises les différentes coopératives, a vu son chiffre d'affaires atteindre presque le milliard ces deux dernières années (797 millions en 31 contre 11 millions en 1914, 59 millions en 1918, 457 millions en 1926). Tout en tenant compte de la dévaluation monétaire, la progression est donc certaine — et même une progression à vive allure.

Le Magasin de Gros n'est pas uniquement commerçant. Comme tous les grands épiciers et les grands magasins, il est aussi industriel. Il fabrique lui-même un certain nombre de ses articles: d'une part des produits alimentaires, d'autre part des chaussures et vêtements. Ses trois usines de chaussures peuvent fabriquer 500.000 paires par an; ses trois usines de conserves produisent par an 35.000 caisses de conserves de légumes et 25.000 caisses de conserves de poissons; sa chocolaterie un million et demi de kilogs de chocolat. La conclusion, très prudente, de l'article ne permet pas de discerner si l'intention des dirigeants du Magasin de Gros est de pousser ou non le développement de leur activité industrielle.

La *Banque des Coopératives* qui reçoit les épargnes des travailleurs et les emploie en prêts commerciaux aux coopératives, a actuellement 310 millions de dépôts, qui ont été déposés chez elle par 85.000 coopérateurs. Elle fournit à ses déposants un intérêt sensiblement supérieur à celui servi par les grands établissements de crédit, et elle passe la crise... sans crise.

C'est une œuvre certainement intéressante, mais pourquoi son administrateur-délégué termine-t-il son article par une sornette pareille: « *L'épargne populaire éduquée et utilisée dans l'intérêt général* (sic) *est un levier d'une puissance telle qu'il peut, lui aussi, aspirer à soulever le monde* » ((!!)

R. L.

FAITS & DOCUMENTS

La tuerie de chez Ford. Nous empruntons au **Worker's Age,** organe américain d'opposition communiste, le récit de la tuerie de chômeurs, qui se produisit devant chez Ford, le 7 mars dernier.

Détroit, Michigan.

Quatre morts, trois mourants, et plus de ternte-cinq blessés, tel est le bilan de l'attentat commis par la police de Dearborn et les gardes particuliers de Ford sur une foule de 3.000 chômeurs, qui s'était rassemblée devant l'usine Ford de la « Rivière Rouge », à Dearborn, pour demander du travail et réclamer un allègement à leur misérable condition.

La « marche de la faim » organisée par le Conseil des Chômeurs de Détroit, partit de Détroit dans la journée du 7 mars pour se rendre à Dearborn. Le départ eut lieu à une heure de l'après-midi. En arrivant à Dearborn Road, rue qui sépare Dearborn de Détroit (1), les ouvriers se heurtèrent à 50 policiers qui leur ordonnèrent de se disperser et commencèrent immédiatement à jeter des bombes à gaz. Mais les chômeurs étaient dans un tel état de désespoir et leur résolution de se faire entendre coûte que coûte était telle que cette attaque par les gaz ne les arrêta qu'un moment. Sous le poids de leur masse, la police dut rétrograder, et la manifestation continua à se dérouler depuis Miller Road jusqu'à Dixie Road. Là la police avait dressé une embuscade avec des pompes à incendie; mais celles-ci aussi furent sans effet: la Marche de la Faim continua, les travailleurs restant plus déterminés que jamais.

C'est alors que la police reçut des renforts consistant en gardes civiques et en troupes de l'Etat, pour lesquels un appel spécial avait été fait. Au moment où la manifestation touchait à sa fin et s'apprêtait à retourner à Détroit, la police, à laquelle s'était joint un grand nombre de gardes particuliers de Ford, mit en batterie ses mitrailleuses et fit pleuvoir une grêle de balles sur les travailleurs. Deux douzaines au moins d'entre eux tombèrent.

Parmi les morts est un jeune homme de 23 ans, Joseph Yorke, organisateur de la Ligue des jeunes Communistes, qui mourut à l'hôpital de blessures au ventre.

Après le massacre, la police de Dearborn arrêta cinq manifestants sous l'inculpation d' « excitations à l'émeute » !

Les demandes que les Marcheurs de la Faim se proposaient de présenter à Ford, étaient les suivantes :

1. — Du travail pour tous les anciens ouvriers de Ford. 2. — Paiement immédiat de 50 % du salaire complet. 3. — Journée de 7 heures sans réduction de salaire. 4. — Ralentir la meurtrière vitesse du travail. 5. — Deux périodes de repos d'un quart d'heure. 6. — Même traitement pour les nègres que pour les blancs en ce qui concerne le travail, les secours et le service médical. 7. — Traitement médical gratuit dans l'hôpital Ford pour les ouvriers de Ford et leurs familles, qu'ils travaillent ou qu'ils chôment. 8. — Cinq tonnes de charbon pour l'hiver. 9. — Abolition des services spéciaux: espions, policiers, etc... 10. — Pas d'expulsion de leurs maisons pour les anciens ouvriers de Ford, Ford devant prendre la responsabilité du paiement de toutes hypothèques et impôts pendant une période allant jusqu'à six mois après que l'ouvrier ait repris son travail. 11. — Paiement immédiat d'une somme de 50 dollars comme secours d'hiver.

(1) Il semble, d'après d'autres renseignements, que la municipalité de Dearborn, faubourg de Détroit, est entièrement entre les mains de Ford, alors que celle de la ville de Détroit même, est au pouvoir d'un adversaire de Ford, ce qui explique que tant qu'elle fut sur le territoire de Détroit, la manifestation put se dérouler sans rencontrer d'obstacles. (N.D.L.R.).

L'organisation Kérillis. Un grand nombre de bourgeois ont reçu la circulaire suivante :

Paris, Mars 1932.

Monsieur,

Vous connaissez certainement notre œuvre. Tous les Français la connaissent.

Si vous lui avez déjà envoyé votre souscription, faites suivre cette lettre à un de vos amis en lui recommandant de faire comme vous.

Si vous n'avez encore rien donné, nous vous conjurons de ne pas tarder.

Nous avons récolté un peu plus de trois millions pour la campagne électorale. C'est bien peu à côté de ce qu'ont nos adversaires, les socialistes surtout, qui, grâce à leurs coopératives, à la vente de l'apéritif le *Popu*, à des grosses donations d'origine internationale, disposent de fonds électoraux considérables.

Il nous faut davantage.

Dans ces moments extraordinairement critiques au point de vue économique, politique, social et dans une situation extérieure trouble, le sort du pays va se jouer aux élections.

Nous vous supplions de nous envoyer d'extrême urgence votre souscription qui servira à la propagande électorale pour le compte des partis et des hommes qui ont soutenu la politique Poincaré-Tardieu-Laval sans distinction de nuance ou de clan.

Veuillez agréer, Monsieur, nos salutations les plus distinguées.

AMET. Henri de KERILLIS.

Y est joint un prospectus indiquant les différents moyens de propagande employés : affiches, réunions, et ceux-là, plus modernes :

LA PROPAGANDE PAR LA RADIO

Le Centre de Propagande des Républicains Nationaux utilise à raison d'une demi-heure par semaine le poste Radio L.L. (long. d'onde 369 m.). Chaque semaine, une personnalité politique éminente ou un des principaux collaborateurs de notre organisation donne une conférence sur un sujet politique. Le poste Radio L.L. est entendu dans un rayon de 300 kilomètres environ autour de Paris et ses émissions sont très suivies par les populations laborieuses de la région parisienne.

D'autres postes d'émission de province sont utilisés par nous pendant la Période Electorale, afin que nos conférences par Radio puissent être entendues dans toutes les régions de la France.

Notre Propagande utilise également:

1° *Le Tract...*

2° *Le Cinéma.* — Nous avons édité des films de propagande que nous mettons à la disposition de nos comités de province et qui ont déjà obtenu, au cours de nombreuses tournées de présentation, le plus grand succès, (films sur l'échec du socialisme anglais, sur le désarmement, etc.).

3° *Le Phonographe.* — Nous avons fait éditer des disques reproduisant des discours de personnalités politiques sur les sujets les plus variés. Ces disques que nos amis peuvent se procurer à notre agence 102, rue Amelot, permettent à nos militants de faire connaître les thèses des Républicains Nationaux sur toutes les grandes questions d'actualité.

L'appel du parti socialiste indépendant de Hollande Nous reproduisons ci-dessous l'appel lancé pour la fondation du « parti socialiste indépendant » de Hollande, appel signé notamment de Fimmen, Nathans, Gœs, de Kadt, Schmidt, etc...

Le parti socialiste indépendant est né de la nécessité de lutter pour le socialisme, lutte négligée depuis longtemps déjà par le parti hollandais social-démocrate et officiellement abandonné pour le temps que durera la crise.

Les socialistes de gauche ont, depuis des années, essayé d'amener le parti social-démocrate et sa centrale syndicale à la lutte pour le socialisme, ainsi que cela est inscrit dans leurs programmes. Par son influence sur la masse ouvrière le parti social-démocrate était désigné pour faire porter, pendant la crise, toute la force de ses organisations sur le soulagement de la misère de ceux qui sont les plus durement touchés, C'était sa tâche d'œuvrer en étroite collaboration avec les partis socialistes des autres pays, pour la socialisation de la production. Or, rien ne fut fait dans ce sens; aucune tentative pour mettre en mouvement la masse des travailleurs, créer chez eux l'enthousiasme pour la « transformation de la société »...

...La tâche, en de telles circonstances, du parti social-démocrate, le parti des « damnés de la terre », eut été de déchaîner un puissant mouvement populaire:

Contre le chaos capitaliste;
Contre les réductions de salaires;
Pour les revendications sociales des ouvriers;
Pour une meilleure assurance sociale;
Pour la semaine de 40 heures;
Pour des secours rationnels et immédiats aux chômeurs, aux paysans et aux ouvriers agricoles;
Pour la socialisation de l'industrie, du sol et des banques;
Contre le militarisme et les dangers de guerre;
Contre le capitalisme;
Pour le socialisme !

A plusieurs reprises, la direction du parti social-démocrate a déclaré que la si bourgeoisie repoussait nos légitimes revendications, le parti montrerait ses poings ! On promettait « une action énergique ». Mais, plus la misère s'installait et plus le parti et les syndicats se montraient hostiles à un mouvement populaire révolutionnaire. Quelquefois, quand la révolte grondait et que le mécontentement grandissait parmi les militants, on organisait, en guise de soupape, de grands congrès ou des manifestations locales, mais ce fut tout. En dehors de cela il n'y eut que des mots. Pire, si quelquefois des « actes » se produisaient, il étaient toujours en contradiction flagrante avec les paroles.

Lorsque, par exemple, la bourgeoisie redoubla ses attaques contre le prolétariat, elle créa en même temps, pour voiler la brutalité de son attaque, un Comité national contre la crise, hypocrite organisation de charité. Eh bien ! la direction du parti, au lieu de démasquer sur le champs, cette formidable hypocrisie ne trouva rien de mieux que de prendre place dans ce Comité à côté de la princesse Juliana; faisant avorter ainsi toute action en faveur des chômeurs. Cela jeta la confusion dans les rangs ouvriers qui avaient mis leur espoir dans le parti et les idées socialistes qui, à cette époque de chaos capitaliste, devaient s'opposer vigoureusement au système capitaliste, en furent ridiculisées.

Au lieu d'une action énergique contre la bourgeoisie, on créa des conflits à l'intérieur du parti, on censura les groupes de gauche afin de mettre dehors ceux qui ne cessaient de réclamer:

Qu'on exécute les programmes et les résolutions;
Que les actes remplacent les paroles;
et qu'enfin, les organisations créées par les ouvriers soient utilisées pour le but pour lequel elles ont été créées, c'est-à-dire
la lutte pour le Socialisme.

Le congrès a parlé ! La direction du parti, soutenue par la majorité, a repoussé toute tentative de réconciliation et a poussé vers la scission. En faisant cela, le parti social-démocrate a abandonné ouvertement sa base socialiste et fait cause commune avec les partis d'autres pays qui, depuis longtemps déjà, ne sont que des partis réformistes bourgeois.

Nous devons donc, à l'avenir, propager nos idées socialistes en dehors du parti social-démocrate. Conscients de notre énorme et difficile tâche, nous quittons le parti social-démocrate afin de former un nouveau parti socialiste révolutionnaire:

le parti socialiste indépendant.

Nous savons que notre cri de guerre:
Le socialisme dès aujourd'hui
est compris par des milliers d'ouvriers, hommes, femmes et jeunes, qui sont tous impatients de donner à la classe ouvrière une politique socialiste-révolutionnaire.

Ouvriers, paysans, socialistes, révolutionnaires ! Nous tous, prolétaires dont l'existence misérable et la vie même sont menacées par le régime capitaliste, vous tous, qui voulez lutter pour la réalisation du *Socialisme dès aujourd'hui*, joignez-vous à nous !

ENTRE NOUS

NOUS ALLONS PARAITRE TOUS LES 15 JOURS

A partir du mois prochain, afin de pouvoir, autant que possible, combler le vide laissé par le « Cri du Peuple », nous paraîtrons **tous les quinze jours,** le 10 et le 25 de chaque mois, sur 16 pages chaque fois.

Cette parution bi-mensuelle nous coûtera plus cher que l'actuelle parution mensuelle. Que nos amis nous aident donc, en nous procurant de nouveaux abonnés ! Qu'ils nous envoient des noms d'abonnés possibles ! Qu'ils recouvrent eux-mêmes le montant de l'abonnement de ceux qui manifestent le désir de nous lire !

Nous rappelons que pour les anciens amis du « Cri du Peuple », le prix d'un abonnement de 3 mois donne droit à un abonnement de 6 mois, et le prix d'un abonnement de 6 mois, à un abonnement d'un an.

Camarades ! Abonnez-vous !
Faites des abonnements !

***

SOUSCRIPTIONS DE MARS

Chapey (Seine), 10; Wullens (Oise), 10; Lagrange (S.-et-O.), 8 fr.

Total: 28 francs.

ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Poulet (S.-et-O.), 25; Sandillon (Paris), 50; Maupioux (Seine), 50; Aufrère (Seine), 50; Pinty (Alger), 80; Louzon (A.-M.), 187 fr.

Total: 442 francs.

LE GÉRANT : M. CHAMBELLAND,
CRUVÈS ET CIE - CANNES

SOCIÉTÉ ANONYME A CAPITAL VARIABLE

Téléphone
Combat 08.02
R. C. 235.494 B

Chèque postal
PARIS
N° 43-08

LIBRAIRIE DU TRAVAIL, 17, R. DE SAMBRE-&-MEUSE, PARIS (10e)

POUR LES ÉLECTIONS !

VIENT DE PARAITRE :

Un aspirant dictateur :

ANDRÉ TARDIEU

seconde édition revue et augmentée (20e mille)

par **Félicien CHALLAYE**

Une brochure in-16 jésus de 32 pages, prix : **1** fr.

Par 10 exemplaires : réduction de 25 % ;
Par 100 exemplaires : réduction de 30 % ;
Par 1000 exemplaires : réduction de 40 %.

Elle doit être dans toutes les mains.

— Envoi franco par la **Librairie du Travail**, 17, rue de Sambre-et-Meuse, PARIS (10e). —

LES ÉDITIONS REDER
7, PLACE SAINT-SULPICE — PARIS-VIe

VIENT DE PARAITRE VIENT DE PARAITRE

LÉON TROTSKY

LA RÉVOLUTION PERMANENTE

Un volume in-8° carré de 350 pages, broché..... **20** fr.

Un livre de doctrine et de pratique révolutionnaires

Du même auteur :

LA RÉVOLUTION DÉFIGURÉE ..... **15** fr.
L'INTERNATIONALE COMMUNISTE DEPUIS LÉNINE ... **20** fr.
MA VIE, ESSAI AUTOBIOGRAPHIQUE, 3 vol. Chaque vol. **16** fr. **50**

NOUVEAUTÉS DU MOIS

LITTERATURE

Roland DORGELÈS : **Le château des brouillards** (Michel) ..... 15 fr.
Léo LARGUIER : **Le citoyen Jean Jaurès** (Portiques) ..... 12 fr.
Stijn STREUVELS : **L'ouvrier** (Valois) ..... 5 fr.
Jack LONDON : **Les enfants du froid** (Hachette) ..... 12 fr.
André CHAMSON : **Héritages** (Grasset) ..... 15 fr.
Lubov KRASSINE : **Krassine** (N.R.F.) ..... 15 fr.
Emmanuel BERL : **Le bourgeois et l'amour** (N.R.F.) ..... 15 fr.

QUESTIONS SOCIALES

Léon TROTSKY : **La Révolution permanente** (Rieder) ..... 20 fr.
C. BOUGLÉ : **Socialisme français** (Colin) 10 50
César FALCON : **Critique de la Révolution Espagnole** (Stock) ..... 12 fr.
Pierre LUCIUS : **Faillite du capitalisme** (Payot) ..... 18 fr.
R. et Y. ALLENDY : **Capitalisme et sexualité** (Denoël et Steele) ..... 9 fr.
Pierre BOUCHARDON : **Troppmann** (Michel) ..... 15 fr.
LE CRAPOUILLOT : **Les Maitres de Monde** ..... 12 fr.
— **Histoire de la Guerre** ..... 36 fr.
Eugen DIESEL : **Secrets de l'Allemagne** (Rieder) ..... 20 fr.
Georges MICHON : **L'alliance Franco-Russe** (Rivière) ..... 6 fr.
Eugène DELACROIX : **Journal-introduction de André Joubin,** 3 vol. (Plon). 150 fr.
Maurice KELLERSOHN : **Contre un cataclysme économique** (Stock) .... 10 fr.
Robert COURAU : **Ferdinand de Lesseps (du Suez à Panama)** (Grasset).. 20 fr.
Emmanuel BERL : **La politique et les partis** (Rieder) ..... 15 fr.

DIVERS

Havelock ELLIS : **Le Mariage** (Mercure) ..... 20 fr.
Marcel BERGER et Paul ALLARD : **Les secrets de la censure pendant la guerre** (Portiques) ..... 12 fr.
Henri BERGSON: **Les deux sources de la morale et de la religion**(Alcan) 25 fr.
André LORULOT : **L'église et la guerre** (Idée Libre)..... 10 fr.
Ludwig LEWINSOHN : **Les derniers jours de Shylock** (Rieder) ..... 15 fr.
Henri HEINE : **Ecrits juifs** (Rieder) ..... 12 fr.
G. de la FOUCHARDIÈRE : **La prochaine dernière** (Montaigne) ..... 12 fr.
Paul AMANN : **Goethe** (60 planches en hélio) (Rieder) ..... 20 fr.
— **Goethe d'après ses contemporains** (Rieder) ..... 18 fr.
Frenz HELLENS : **Réalités fantastiques** (N.R.F.) ..... 15 fr.
Johan BOJER : **Les oiseaux blancs** (Calmann) ..... 12 fr.
Comtesse E. de GRAMONT : **Clair de lune et taxi-auto** (Grasset) ..... 15 fr.

Tous ces livres sont adressés franco par la LIBRAIRIE DU TRAVAIL, 17, rue de Sambre-et-Meuse, Paris, contre envoi de la somme correspondante à son compte de chèques-postaux : Paris, 43-08